

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)
142, Rue Montmartre, Paris HEBDOMADAIRE Le Numéro : 50 centimes

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Le front unique en France (Boris Souvarine). — Elections et programme (P. Vaillant-Couturier). — L'anniversaire d'un crime : L'arrestation de K. Liebknecht (Marcel Olivier), Karl Liebknecht contre la Social-Démocratie (Alix Guillaïn). — Le « Cours Nouveau »

du parti bolchevik : Révolutions sur la politique économique. Programme et fractions (L. Trolsky). — Chronique internationale. — Ce que disent les militants. — La question coloniale : Rapport pour le Congrès de Lyon.

Le front unique en France

LA question la moins débattue à l'occasion du Congrès de Lyon, c'est à notre avis... la plus importante. C'est celle de notre tactique internationale du front unique, de son application en France, de la manière dont nous l'avons menée pendant une année, des résultats obtenus.

Le seul fait qu'elle n'ait pas été inscrite à l'ordre du jour du Congrès est caractéristique. Dans les Assemblées de l'Internationale, Congrès ou Comités Exécutifs élargis, on ne manque pas d'en faire un des principaux sujets de délibération, à l'échelle mondiale. Tous les autres Partis communistes traitent d'une manière approfondie de la question de tactique. Nous l'avons laissée de côté...

Il est vrai que nous aurons la faculté de l'aborder à propos du « rapport moral », ou du « rapport politique », ou même de toute autre question. Mais ce sera l'aborder obliquement, et sans l'ampleur qu'elle mérite.

La question de tactique, c'est toute la question de la capacité politique du Parti, de son sens politique, de sa maîtrise de soi, de sa faculté d'analyse et de synthèse, d'orientation et d'initiative. Selon qu'un Parti comme le nôtre se montrera à l'épreuve bon ou mauvais tacticien, il sera destiné à un rôle grandissant ou décroissant.

Et notre tactique, durant la dernière année, a été, croyons-nous, le point faible du Parti.

**

Lors des polémiques engagées autour du problème du front unique quand il fut posé par l'Exécutif de l'Internationale, celui-ci n'a pas manqué d'attirer l'attention des communistes sur les dangers que comporte sa méthode. Un Parti jeune, mal rompu aux mouvements de masses, et pas encore fondu dans

un seul bloc, est exposé à des erreurs dans l'emploi d'une tactique destinée à sauvegarder à la fois la conscience d'unité de classe du prolétariat et l'indépendance révolutionnaire du Parti communiste. Aussi n'est-il pas étonnant que notre Parti ait fait des fautes aussitôt qu'engagé dans la voie tracée par l'Internationale.

Il faut se souvenir qu'il s'y est engagé sans aucune préparation sérieuse, alors qu'une fraction ne croyait pas à la valeur révolutionnaire du front unique, et que la Direction du Parti était tentée d'aller trop loin dans le sens opposé à celui de la Direction précédente, par réaction. Nous avons à éviter un double écueil : l'attitude sectaire qui eût affaibli nos propositions d'action commune, et la recherche de cette communauté d'action au prix de renoncements inadmissibles. De plus, il nous fallait ne rien négliger pour que nos mouvements soient compris au moins d'une fraction ouvrière importante non soumise habituellement à l'influence communiste. Et enfin, nous ne devons en aucun cas abandonner le facteur essentiel du succès de la tactique : l'initiative communiste.

Comment nous sommes-nous tirés de ces difficultés ?

Nous avons oscillé entre les deux écueils sans rien compromettre irrémédiablement. Après avoir exagéré, par la plume de certains de nos leaders, dans le sens d'une sorte de confiance envers certains réformistes, puis réagi brusquement contre cette déviation, nous avons trouvé la ligne approximativement juste. Dans une discussion avec Treint, en juin dernier, nous avons déjà dit ce qui nous semblait critiquable, dans la manière de ce camarade, dont la Direction, du Parti fut un long moment influencée. Nous n'y reviendrons

pas car après la réponse de Treint (parue dans le *Bulletin*), il nous semble que la cause est entendue. Rien ne servirait de répéter de part et d'autre les mêmes arguments. Nous avons touché à des faits publics, et les faits ne sont pas niables. Treint a préféré faire allusion à des faits d'ordre privé, sur lesquels la discussion n'est pas libre. Ni lui, ni nous, ne sommes autorisés à faire état des choses dont Treint s'est emparé. S'y réténer, c'est s'évader de la seule discussion qui compte, celle des faits publics et patents.

Plus importante est la façon dont nous avons expliqué notre tactique devant la masse. Cette façon ne vaut pas grand'chose. La Direction du Parti, dans ses lettres ouvertes aux Partis réformistes, s'est engagée dans de longs raisonnements inutiles, d'intentions persuasives mais inefficaces. L'idée du front unique est simple et claire ; elle doit entrer tôt ou tard dans l'esprit de tout ouvrier, pourvu qu'elle ait toujours une expression simple et claire ; c'est l'obscurcir et l'embrouiller que d'entrer dans des discussions d'exégèse avec les réformistes. *Il faut avoir en vue cette vérité que les Partis réformistes repousseront toujours le front unique, puisque celui-ci implique une lutte contre la bourgeoisie avec laquelle ils veulent s'allier ; les seuls cas où ils se résigneront à le subir sont ceux de circonstances graves, exceptionnelles, où ils sentiront une pression irrésistible de la masse.* Tant que nous n'en serons pas à ces circonstances, il n'y a pas d'illusion à garder. Et rien ne sert de se préoccuper de convaincre les chefs réformistes alors que notre seule ambition doit être de toucher les ouvriers qui les suivent encore, ouvriers qui ne seront pas convaincus par des ratiocinages mais par le renouvellement inlassable de notre mot d'ordre qu'ils comprendront de mieux en mieux à mesure que la situation se modifiera dans le sens prévu par nous.

L'exemple allemand est probant à cet égard. Le seul cas où le Parti social-démocrate ait accepté, bien qu'à contre-cœur, l'action commune avec les communistes, a été celui de la démonstration contre l'assassinat de Rathenau. (Dans cette occasion, d'ailleurs, notre Parti allemand fit des fautes qui lui valurent de vertes critiques à l'Exécutif.) Sauf ce cas unique, le Parti social-démocrate a toujours refusé nos propositions. Mais c'est précisément de ses refus que les communistes ont tiré un bénéfice énorme. Les social-démocrates ont, si l'on peut s'exprimer ainsi, fait le jeu de notre Parti en s'abstenant de lutter à nos côtés pour les intérêts ouvriers. De même, les réformistes français se croient malins en repoussant nos invitations à la lutte commune, mais en réalité, ils servent notre Parti en démontrant par leur attitude que nous sommes le seul Parti du prolétariat militant. Le tout

est de rendre cette situation bien évidente pour la masse, — ce qui exige, non des raisonnements minutieux, mais des arguments simples et clairs.

C'est principalement la tâche de notre presse de mettre en évidence la valeur de notre tactique. Or, il est arrivé que l'*Humanité* publie une lettre du Comité Directeur aux socialistes, sans même la faire précéder ni suivre de la moindre explication. C'est là l'erreur-type de la manière que nous critiquons. Le « dynamisme » de la tactique du front unique, c'est l'explication permanente pour la masse, l'explication répétée, martelée, illustrée par la vie quotidienne. Une lettre ouverte aux réformistes n'est rien sans la préparation politique de l'atmosphère qui l'entoure, du milieu où elle est jetée.

Mais la question la plus grave est celle de l'initiative communiste, élément indispensable du succès du front unique et sans lequel il n'y a pas de front unique possible puisqu'il y manquerait la conscience de la tâche à réaliser. Et là, nous le disons tout net, la Direction du Parti s'est complètement trompée.

Ce que nous avons critiqué chez Treint se ramène à la conception qu'il faut réaliser le front unique, ou à défaut un « morceau de front unique », en payant ce résultat le prix nécessaire, même quand ce prix est notre renoncement à l'initiative. Mais, précisément, est-ce là un résultat que nous devons chercher ? Nous avons personnellement répondu non depuis le début. Un an d'expérience va nous permettre de vérifier la valeur des opinions différentes qui se sont opposées (étant entendu que l'opinion de Treint s'est trouvée devenir celle de la majorité du C. D., ce qui ne lui a rien enlevé de nocif, au contraire).

Concrètement, l'affaire s'est présentée à nous sous la forme des manœuvres des « résistants » pour s'introduire dans le « Comité d'Action », en mars-avril. Il était clair que ce petit groupe de politiciens sans influence ni crédit ne cherchait qu'à se donner quelque importance en s'introduisant dans un Comité dont l'action était faite exclusivement par notre Parti et la C. G. T. U., et où il n'entraît que pour saboter. La Direction du Parti n'eut pas de peine à le comprendre et repoussa toute participation des « résistants ». Il arriva qu'un Conseil National de la C. G. T. U. vota par surprise une résolution admettant une collaboration avec toute organisation « régulièrement constituée » (sic), sans plus de conditions. Rien d'étonnant si cette résolution absurde fut votée, dans les conditions particulières où elle le fut et sur lesquelles nous ne voulons pas revenir. Mais quand la C. G. T. U. commet une faute — c'était le cas —, rien n'oblige le Parti à la faire sienne. La C. G. T. U. n'est pas subordonnée au Parti, chacun le sait, même ceux qui prétendent le contraire ; mais le Parti n'est pas, ou ne devrait

pas être, subordonné davantage à la C.G.T.U. Or, dans la circonstance, il s'est subordonné lui-même, sans que rien l'y obligeât. Il s'est cru tenu de subir volontairement une résolution qu'il jugeait mauvaise, sous prétexte que le front unique ne se réaliserait qu'à cette condition, ou que c'eût été contrecarrer l'action de la C. G. T. U. que de s'abstenir d'y participer parce que les « résistants » s'en mêlaient. Ainsi, il a momentanément renoncé à l'initiative pour la laisser, non pas même à la C. G. T. U., mais à la poignée de politiciens menés par Frossard.

Toute cette conception était fautive, et contraire à l'esprit de la tactique de l'Internationale. Une organisation syndicale, où entrent des éléments d'opinion les plus diverses, doit compter avec des tendances et des courants, et il est bien qu'il en soit ainsi. Mais un Parti communiste n'a qu'une conception d'ensemble, une doctrine, une tactique. C'est justement ce qui fait la supériorité du Parti sur le syndicat, du point de vue révolutionnaire. On a souvent discuté cette question mais d'une façon abstraite, métaphysique, et généralement en pure perte : c'est notre vieille controverse avec les syndicalistes. Mais voilà bien l'exemple concret, fourni par la vie et par l'action, démontrant la supériorité révolutionnaire du Parti communiste : un contre-révolutionnaire, genre Frossard, peut être syndiqué, mais pas membre du Parti ; il peut exercer son influence bourgeoise dans le syndicat, pas dans le Parti. Le syndicat *appelle* le syndicable, même contre-révolutionnaire : le Parti *le chasse*. Un syndicat *peut* être contre la révolution ; un Parti communiste *ne le peut pas* sans cesser par là même d'exister. Quand la C. G. T. U. adopta la résolution absurde contenant cette clause de parlementarisme pur sur la régularité constitutionnelle des organisations appelées à collaborer avec elle, elle tenait compte de l'opinion d'une fraction, et il est possible qu'elle fit bien (ce n'est pas cela que nous discutons ici). Mais qu'elle ait décidé à tort ou à raison, ce n'est pas sa décision qui devait nous imposer de compter avec cette fraction que nous avons précisément chassée du Parti pour ne pas compter avec elle.

Nous avons dit alors, et nous répétons aujourd'hui, plus que jamais convaincu d'avoir été dans le vrai : il fallait se refuser à cette collaboration avec les « résistants » que la C. G. T. U. nous offrait (Treint disait à tort : nous imposait). Il fallait dire franchement à la C. G. T. U. : nous ne sommes pas d'accord avec vous sur ce point ; c'est une faute, de travailler avec les « résistants » ; nous estimons que vous vous trempez et nous ne voulons pas nous tromper avec vous ; l'erreur n'est pas mortelle mais nous ne la commettrons pas ; nous sommes vos amis et nous restons vos fidèles alliés pour toute action féconde ; mais pour ce qui est de collaborer avec

les « résistants », nous nous en abstiendrons ; faites l'expérience sans nous, elle édifiera vos adhérents ; ce ne sont pas les occasions qui nous manqueront de proposer bientôt un véritable front unique aux organisations sérieuses. Tenir un tel langage n'eût pas été le moins du monde désobligeant pour la C. G. T. U. ; il eût été nécessaire à tous les égards. La C. G. T. U. aurait fait l'expérience d'un « Comité d'Action » avec les « résistants » ; n'importe quel ouvrier sérieux en aurait eu vite assez. Le front unique n'eût été nullement compromis. Il aurait été clair pour tout le monde que la C.G.T.U. est une chose et que le Parti en est une autre, ce qui ne diminue ni celui-ci, ni celle-là. Des ouvriers auraient compris pour la première fois la valeur d'un Parti qui fait ce qu'il veut, non ce que veulent ses ennemis, et qui veut selon l'intérêt du prolétariat et de la révolution. Il n'y avait pas l'ombre d'un inconvénient à maintenir la décision première du Parti — la bonne — et au contraire tous les avantages.

On a préféré suivre Treint, renoncer à l'initiative, donc au vrai front unique, et insuffler une vie artificielle au pauvre groupe « résistant ». Treint justifiait alors son point de vue en disant que le « Comité d'Action » était un « morceau de front unique », ce que nous nous refusions d'admettre ; heureusement, dans son « rapport politique », il dit maintenant tout le contraire, ce qui nous épargnera au moins une discussion sur cette conception. Treint soutenait qu'il fallait suivre la résolution de la C. G. T. U. ; nous soutenions qu'il fallait appliquer la décision du Parti. La Direction a suivi Treint ; elle en doit compte au Congrès de Lyon comme nous devons compte de nos critiques et de notre opposition, ce qui se passera le plus amicalement du monde pour le plus grand intérêt du Parti, donc du prolétariat.

Le renoncement à l'initiative, faute capitale qui a stérilisé pour une grande part notre action, a été presque constant durant l'année. Il nous a valu de collaborer avec des « Comités » irresponsables, élus par un phénomène de génération spontanée, échappant à tout contrôle et à toute dépendance des organisations ouvrières. Il nous a valu même, hélas ! de suivre en plusieurs circonstances ces « Comités » irresponsables dans des aventures sur lesquelles il vaut mieux ne pas insister... Il ne nous a valu que des échecs et des déboires. Il ne nous a pas donné le front unique qu'on n'atteint pas par ce moyen.

Le Congrès de Lyon dira son mot là-dessus. Si c'est pour approuver ce qui a été fait et condamner ce que nous avons préconisé, et que l'expérience nous paraît justifier, nous n'aurons plus qu'à souhaiter bonne chance à ceux qui auront mandat de continuer dans l'année nouvelle les errements de l'année passée.

Boris SOUVARINE.

ELECTIONS ET PROGRAMME

Il ne pouvait y avoir de plus mauvais moment pour ouvrir dans le Parti une discussion générale sur le Programme.

Outre que les sections sont saisies de manière trop précipitée, il est certain que l'époque manque absolument de la sérénité nécessaire.

Nous sommes, en effet, à la veille de ce que je ne peux que difficilement me résigner à appeler la « bataille » électorale.

Les jugements sont troublés, les appréciations faussées, les susceptibilités inquiètes et les espérances de bien diverses qualités.

Dans une période où remonte à la surface toute l'écume de la démocratie bourgeoise, où le Parti est invité à participer à la compétition politique sur le terrain choisi par la bourgeoisie, on lui demande de s'affirmer révolutionnairement dans ses thèses.

Cette ambiance n'est pas faite pour faciliter sa tâche.

Au centre, un gros travail a été accompli, il faut le reconnaître. Mais les camarades des sections ont été saisis d'une quantité de textes tout crus, distribués sans assaisonnement et parmi lesquels ils ont quelque peine à trouver l'aliment de choix qu'ils cherchent.

Tel texte publié comme programme militaire et naval n'était originairement dans l'esprit de ses auteurs qu'un rapport, destiné à servir de contribution au texte définitif élaboré par le rapporteur général du programme ; tel autre, comme le « programme colonial », ne constitue qu'un préambule contestable à un texte qui n'a pas été distribué ; tel autre omet la politique extérieure du Parti Communiste ; tel autre semble mêler abusivement les revendications électorales du Bloc ouvrier et paysan au programme fondamental du communisme.

Je sais bien qu'un projet récent s'est efforcé d'établir à la fois les points de contact entre les deux choses et leurs frontières.

Mais cela arrive bien tard et quand des sections nombreuses se sont déjà prononcées sur le programme, avec un défaut manifeste de clarté...

*
**

C'est que, malgré toute la bonne volonté de la direction actuelle et ses efforts, notre jeune Parti Communiste traîne encore derrière lui l'héritage des Partis de Frossard et même de Renaudel.

Revendications immédiates, antimilitarisme, gouvernement ouvrier et paysan, front unique, autant de questions sur lesquelles l'ancienne direction du Parti avait intentionnellement faussé l'esprit des masses.

Autant de points que la nouvelle direction, sollicitée par cent tâches d'organisation, croyait avoir pu définitivement régler sans difficulté, mais qui demeurent encore obscurs pour bien des camarades peu éduqués.

L'année a été en de nombreux endroits encombrés d'élections partielles, de front unique (?) pour l'amnistie, d'agitations au caractère moins spécifiquement communiste que vaguement humanitaire et il faut avoir le courage d'avouer que quelques camarades sont encore portés à de monumentales confusions. Front unique ou... unité, revendications immédiates ou... réformes, gouvernement ouvrier ou paysan ou... participation ministérielle, antimilitarisme ou... « militarisme rouge » ?

Pour ne prendre que ce dernier exemple, le seul fait que des camarades aient pu, sous prétexte de combattre l'antimilitarisme abstrait, préconiser la défense de classe du prolétariat sous le vocable ahurissant de « militarisme rouge », n'est-il pas l'indice flagrant de l'imprécision qui règne dans l'esprit de certains membres du Parti sur des problèmes fondamentaux ?

Mais c'est affaire d'éducation et il y a plus grave à mon avis.

*
**

De combien de projets de programme émanant des sections a été saisie la direction du Parti ? Combien de sections se sont inquiétées d'apporter une contribution aux travaux du Comité Directeur dans le domaine doctrinal ? Il se peut que de pareilles initiatives se soient isolément produites, mais je ne sais pas que la Commission du programme en ait jamais été avisée.

Au surplus, ce n'est pas une suggestion par-ci par-là qui aurait dû parvenir rue Lafayette, mais une véritable floraison de programmes originaux.

Ce manque d'activité des masses qui font la force même de notre Parti, cette somnolence des éléments de base d'où devrait sans cesse monter comme un bouillonnement d'initiatives, ne tarderaient pas, s'ils n'étaient vigoureusement relevés et combattus, à développer dans le Parti le plus stérilisant des centralismes.

Nous n'en sommes pas encore là, par bonheur. Mais un sérieux avertissement nous est donné.

Nous croyons tous à la nécessité du centralisme démocratique. Je crois qu'un Parti Communiste doit créer en période de calme relatif son appareil technique et perfectionner dans le détail ses rouages administratifs. Je

crois qu'il doit dans l'intervalle de ses Congrès et conformément à leurs décisions recevoir une forte impulsion des éléments choisis par eux pour les diriger. Mais je me défie de l'activité machinale des heures de présence, je me méfie des conséquences politiques de la logique d'horlogerie, je me méfie des travaux matériels absorbants qui dispersent sur l'alphabet des circulaires l'attention qui doit être sans cesse et d'abord réservée à trouver le mot des énigmes politiques.

Je crains surtout dans un Parti encore insuffisamment préparé à ses besognes révolutionnaires que dans les canaux neufs et d'un beau profil passent d'abord toutes les impuretés de l'eau du vieux moulin...

Il dépend de nous que ce qui n'est aujourd'hui qu'une menace ne se réalise jamais.

Il ne faut à aucun prix qu'à l'ancienne bureaucratie électorale succède une nouvelle bureaucratie inamovible qui ne tarderait pas à devenir aussi funeste que l'autre.

Nos fédérations, nos jeunesses contiennent des ressources en hommes. Il ne s'agit que de les découvrir, de les aider à faire le premier rétablissement nécessaire, puis de les lancer dans la mêlée.

La centralisation du Parti ne vaudra que dans la mesure où elle servira de véhicule à un incessant va-et-vient d'idées, où elle entraînera aux méthodes de combat de classe et de gouvernement ouvrier le plus grand nombre possible d'hommes nouveaux et où elle assurera la vie même du prolétariat.

Il ne s'agit aujourd'hui ni de tendances ni de critiques personnelles. Il s'agit pour le Congrès qui va s'ouvrir de donner au travail du Parti le maximum de sécurité doctrinale pendant la période électorale, et le maximum de rendement révolutionnaire.

**

La pire chose qui pourrait advenir au Parti, serait l'enterrement pur et simple de son programme qu'il reconnaît insuffisant et hâtif. Mais étant donné la manière dont les événements semblent le surprendre, il est à craindre qu'entre deux réactions opposées, quoique de même source, l'équilibre communiste ne puisse être que difficilement trouvé au Congrès.

Anti-électorisme et électorisme sont de même origine. Ils participent tous deux de l'exagération de l'importance donnée traditionnellement à la chose électorale dans les masses françaises. Ils sont tous deux également réactionnaires en ce sens qu'ils découlent le second des vieilles conceptions social-démocrates, le premier de l'anarcho-syndicalisme dont les compromissions social-démocrates déchaînèrent la légitime opposition dans le passé.

Les unes et les autres ne devraient plus avoir leur place dans un Parti véritablement communiste. Mais nous nous trouvons devant une

situation de fait, conditionnée par trop d'erreurs pour que nous puissions nous en débarrasser en quelques semaines.

Et les deux périls sont d'autant plus à craindre que l'internationale souligne l'importance de classe que peuvent revêtir les élections de cette année.

A ces deux maux, quels remèdes ? Le programme ne nous éclaire pas. Il ne nous reste que la motion Treint. Un palliatif et une homéopathie...

Cette motion ou telle autre similaire concernant l'inéligibilité d'une catégorie de membres du Parti (ses dirigeants et ses fonctionnaires) conserve sa valeur d'opportunité extérieure et ne saurait être remise en question, mais il est certain que s'il existait un grave péril électoraliste à l'intérieur du Parti, elle ne constituerait pas autre chose qu'une pilule pour tremblement de terre.

Il est bien évident, d'autre part, que si l'on pense qu'il est souhaitable de voir un grand nombre de sièges parlementaires aller au Parti communiste, la motion Treint occasionnera une gêne indiscutable à la constitution des listes puisqu'elle écartera dans chaque région les éléments qui selon le mode actuel de scrutin ont le plus d'importance, à savoir la plupart des têtes de listes éventuelles.

Aussi le Parti, pour éviter de désagréables surprises, doit-il définir ce qui pour lui constituera le succès électoral communiste : l'agitation et le rayonnement des voix ou le nombre des sièges conquis.

Je pense pour ma part que l'important n'est pas de décrocher un grand nombre de mandats, mais bien de fonder et d'élargir nos sections, d'affirmer partout dans une période des plus critiques pour la bourgeoisie internationale la doctrine révolutionnaire de notre Parti en même temps que la solidarité du prolétariat ouvrier et paysan.

Je souhaite, bien entendu, tous les succès à mon parti, même ceux-là. Mais je me permets de préférer pour lui dans la prochaine Chambre un groupe parlementaire plus décidé que nombreux.

Quant à ce qui est de combattre pour le moment tel esprit électoraliste qui subsiste ou subsisterait dans le Parti, ce n'est pas le moment d'y songer. Il est trop tard. On ne peut être que trop ou trop peu. C'est d'un problème très général qu'il s'agit et que pressé par les événements on ne saurait prendre aujourd'hui que par le plus petit bout...

On n'arrête pas un raz de marée avec une barrière d'allumettes.

Mais il n'en reste pas moins vrai que l'approche des élections et les réactions en sens contraire qu'elles produisent dans les rangs du Parti rendront plus difficile qu'il n'eût fallu l'élaboration de cette œuvre capitale que constitue pour un grand parti un programme digne de lui.

P. VAILLANT-COUTURIER.

L'anniversaire d'un crime

L'arrestation de Karl Liebknecht

On ignore encore à peu près tout, en France, des circonstances exactes dans lesquelles Liebknecht fut arrêté et condamné au cours de la guerre. Et cependant, l'histoire de son arrestation et de sa condamnation constitue l'un des épisodes les plus marquants de l'histoire du mouvement socialiste pendant la guerre. C'est pourquoi nous croyons utile, à l'occasion du sixième anniversaire de l'assassinat de Karl Liebknecht, de rappeler les faits qui motivèrent cette arrestation et cette condamnation.

Karl Liebknecht appartenait avant la guerre, avec Rosa Luxembour, Franz Mehring, Tychko, Radek, à la fraction « radicale » du Parti social-démocrate allemand. Il fut l'un des premiers, dans le vieux parti, qui comprit l'utilité du mouvement des Jeunesses socialistes et la nécessité de la lutte antimilitariste à laquelle il consacra une grande part de son activité.

Lorsque la guerre éclata, il se déclara, à la fraction parlementaire social-démocrate, avec treize collègues, opposé au vote des crédits de guerre. Mais il se rangea à la discipline du parti et ne rendit pas sa protestation publique. Ce n'est que quelques mois plus tard, au second vote des crédits, le 6 décembre 1914, qu'il vota contre les crédits et appuya son vote d'une déclaration expliquant les raisons de son opposition à la guerre impérialiste. Cette déclaration, qui souleva au Reichstag allemand une tempête d'indignation, constituait en même temps un appel à la lutte révolutionnaire contre la guerre impérialiste. Cet appel fut entendu. La fraction « radicale » du Parti social-démocrate, derrière Liebknecht, Rosa Luxembour, Mehring et Tychko, commença à organiser dans tout le pays l'opposition contre la guerre. Ses efforts aboutirent, en avril 1915, à la sortie du parti de 26 députés social-démocrates et à la formation du Parti « social-démocrate indépendant ». Ce parti groupe tous les éléments du vieux parti opposés à la guerre. Mais il ne sut pas tirer toutes les conséquences de son attitude, en menant une action résolue contre la guerre.

Par peur des représailles gouvernementales et faute d'une plate-forme doctrinale claire, il hésita constamment entre le social-patriotisme des vieux leaders social-démocrates et l'action révolutionnaire que préconisaient les éléments « radicaux ». C'est pourquoi ceux-ci décidèrent, tout en restant au Parti indépendant, de se grouper et de mener à part leur propagande en faveur du socialisme et de la Révolution. Ce fut le groupe « Spartacus », qui devait plus tard, en 1916, se détacher à son tour du Parti indépendant, pour créer, en novembre 1918, le Parti communiste d'Allemagne.

Dès l'année 1915, ce groupe entreprit de remplacer le vieux parti défaillant, ainsi que le nouveau Parti indépendant, emporté dans son opportunisme, dans leur tâche d'éducation révolutionnaire du prolétariat, en s'efforçant de dresser celui-ci contre la guerre impérialiste. Ce n'était pas facile. La

guerre et l'état de siège interdisaient le travail légal, la propagande à ciel ouvert. Le contact direct avec les masses ouvrières, mobilisées à l'armée ou à l'usine, était impossible. Il fallait donc travailler clandestinement, au prix d'efforts inouïs, en risquant continuellement la prison ou le peloton d'exécution. Mais rien ne découragea les révolutionnaires du groupe « Spartacus ». Et leurs efforts ne furent pas vains, comme le démontra la suite des événements.

Liebknecht prit une large part à ce travail. Sa qualité de député au Reichstag l'exposait tout particulièrement aux représailles du gouvernement allemand.

C'est pourquoi, dès le mois de janvier 1915, Liebknecht fut mobilisé. Toute activité politique lui fut expressément interdite, à l'exception de la participation aux séances du Reichstag et du Landtag.

A l'époque de son arrestation, Liebknecht se trouvait à Berlin, où il participait à la session du Reichstag. Le groupe « Spartacus » avait décidé d'organiser pour le 1^{er} Mai une manifestation imposante contre la guerre, à Berlin, place Potsdam. Le tract invitant à la manifestation et que Liebknecht distribua lui-même aux ouvriers de Berlin, était ainsi rédigé (1) :

« Pour la deuxième fois, le jour du 1^{er} Mai se lève sur la mer sanglante du carnage universel... Les troupes de combat du socialisme libérateur s'entre-tuent au profit de l'impérialisme assassin... La misère et la famine règnent en Allemagne.

« Au profit de qui, dans quel but, toutes ces horreurs et tous ces massacres ?... Afin que les hobereaux et les capitalistes puissent s'enrichir au moyen de la conquête et de l'exploitation de nouveaux territoires. Afin que les requins de l'industrie lourde, les fournisseurs de l'armée puissent récolter d'immenses fortunes sur les champs de carnage. Afin que les spéculateurs puissent faire des affaires d'or avec les emprunts de guerre. Afin que les mercantis puissent s'engraisser aux dépens du peuple affamé. Afin que le militarisme, la monarchie, la réaction imposent au pays leur domination incontestée...

« La classe ouvrière se laisse mener, comme un troupeau de moutons, à l'abattoir par ses pires ennemis...

« Ouvriers, camarades, femmes du peuple ! combien de temps supporterez-vous en silence le carnage, la misère et la famine ?... Les riches peuvent tenir longtemps encore, car ils ne souffrent pas de la faim...

« A bas la guerre fratricide ! A bas tous les responsables, tous les fauteurs et tous les profiteurs de guerre !

« Nos ennemis, ce ne sont pas le peuple anglais, le peuple russe, le peuple français : ce sont les ho-

(1) N'ayant pas sous les yeux le texte intégral de ce tract, nous en donnons les passages essentiels, d'après l'acte d'accusation dressé par le conseil de guerre.

bureaux allemands, les capitalistes allemands et leur conseil d'administration ; le gouvernement allemand !

« Debout pour la lutte contre ces ennemis de la liberté, pour la cause de la classe ouvrière, de l'humanité et de la civilisation ! »

La manifestation eut lieu le 1^{er} mai, à 8 heures du soir, sur la place Potsdam, à Berlin. Plusieurs milliers d'hommes y participèrent (10.000 d'après les propres estimations de Liebknecht ; principalement des jeunes gens et des soldats). La police eut toutes les peines du monde à débayer les alentours de la place et à maintenir l'ordre. De la foule assemblée sur la place partent de nombreux cris à l'adresse de la police.

Tout à coup, d'un groupe de manifestants amassés sur le trottoir, devant l'hôtel Fürstenhof, un cri perçant s'élève : « A bas la guerre ! A bas le gouvernement ! » C'est Karl Liebknecht. Deux policiers se précipitent immédiatement sur lui et le conduisent au poste de police.

Mis en état d'arrestation et accusé de haute trahison et de provocation de militaires à la désobéissance, Liebknecht fut, après six mois de prison préventive, condamné à deux ans et demi de travaux forcés. La Révolution de novembre 1918 le libéra. On sait comment il mourut, assassiné, le 15 janvier 1919, par deux officiers monarchistes au service de Noske.

Les lettres que nous publions ci-dessous, et que Liebknecht adressa au Conseil de guerre chargé d'instruire son affaire, montrent avec quelle fierté et quelle assurance Liebknecht revendiquait la responsabilité des crimes qui lui étaient imputés. Elles constituent un acte d'accusation formidable contre le régime capitaliste responsable de la guerre et le gouvernement allemand des capitalistes et des hobereaux. A ce titre, elles méritent une place à part dans les annales du mouvement révolutionnaire contemporain.

Marcel OLLIVIER.

Berlin, le 3 mai 1916.

Au Tribunal royal de la Commandature, à Berlin.

I. Dans l'affaire en instruction contre moi, le compte rendu de mes déclarations doit être complété de la manière suivante :

Le gouvernement allemand est, d'après sa formation historique et sociale, un instrument d'exploitation et d'oppression des masses laborieuses ; il serf, à l'intérieur comme à l'extérieur, les intérêts des hobereaux, du capitalisme et de l'impérialisme. Il représente les tendances à l'expansion mondiale, la course aux armements et constitue ainsi le facteur le plus important de la formation des causes de la guerre actuelle.

Il a provoqué cette guerre, en accord avec le gouvernement autrichien, et en porte la plus grande part de responsabilité.

Il a fait éclater la guerre en trompant les masses populaires et même le Reichstag (silence gardé au sujet de l'ultimatum à la Belgique, Livre blanc allemand, suppression de la dépêche du Tsar du 29 juillet 1914, etc.), et s'efforce de maintenir dans les masses populaires, par des moyens criminels, un état d'esprit favorable à la guerre.

Il mène la guerre avec des méthodes monstrueuses, même considérées du point de vue ordinaire (invasion de la Belgique et du Luxembourg, gaz asphyxiants, qui ont été entre temps employés par tous les pays belligérants, bombes de Zeppelin

dont l'effet dépasse en horreur tout ce qu'on a vu jusqu'ici, anéantissant dans un vaste cercle tout être vivant, combattant ou non combattant, guerre sous-marine, torpillage du *Lusitania*, etc., système des contributions et des otages, surtout au début, en Belgique, mobilisation des prisonniers de guerre ukrainiens, géorgiens, baltes, polonais, irlandais, musulmans, etc., pour le service armé et l'espionnage contre leur propre pays, accord conclu par le sous-secrétaire d'Etat Zimmermann avec sir Roger Casement, en décembre 1914, relativement à la formation, l'équipement et la préparation de la « brigade irlandaise » constituée avec les soldats britanniques enfermés dans les camps de concentration allemands, tentatives en vue d'obliger les civils appartenant à une nationalité étrangère et habitant l'Allemagne de servir contre leur propre pays en les menaçant de l'internement dans un camp de concentration. « Nécessité ne connaît pas de loi ! »)

Il a proclamé l'état de siège et aggravé l'arbitraire politique et l'exploitation économique dont souffrent les masses populaires. Il refuse toute réforme politique et sociale sérieuse, tandis qu'il cherche, en parlant d'une prétendue égalité de tous les partis, d'une prétendue renonciation à tout privilège d'ordre social ou politique, d'une prétendue « orientation nouvelle », etc., à gagner ces masses populaires à sa politique de guerre impérialiste.

Il a lamentablement échoué dans le domaine du ravitaillement économique pendant la guerre parce qu'il n'a pas voulu toucher aux intérêts des capitalistes et des agrariens, provoquant ainsi dans tout le pays une misère et une famine épouvantables.

Il maintient encore aujourd'hui ses buts de guerre impérialistes qui constituent l'obstacle principal à l'ouverture immédiate de négociations de paix, sur la base de la renonciation à toute annexion et violences de toutes sortes.

Il étouffe, au moyen de l'état de siège, d'ailleurs illégal, tous les événements défavorables ainsi que la critique socialiste des mesures prises par lui. Il démasque ainsi son système de légalité apparente, soi-disant favorable au peuple, comme étant, en réalité, un système de violence opposé aux intérêts des masses populaires.

Le cri de : « A bas le gouvernement ! » signifie que la politique du gouvernement est contraire aux intérêts des masses populaires. Il signifie, en outre, que le devoir de tout socialiste, de tout représentant des intérêts du prolétariat, est de mener la lutte la plus acharnée contre le gouvernement.

2. La guerre actuelle n'est pas une guerre pour la défense de l'indépendance nationale ou la libération des peuples opprimés, ou encore pour le bien-être des masses populaires. Elle signifie pour le prolétariat un maximum d'aggravation de l'oppression politique, de l'exploitation économique ou massacre des classes laborieuses, au profit des classes dominantes.

C'est pourquoi il n'y a pour la classe ouvrière de tous les pays qu'une seule réponse possible à la guerre : la lutte acharnée, la lutte de classe internationale contre les gouvernements capitalistes et les classes dominantes de tous les pays, pour la suppression de cette oppression et de cette exploitation, pour la cessation de la guerre au moyen d'une paix inspirée d'esprit socialiste. Cette lutte de classe implique pour le socialiste, dont la

patrie est l'Internationale, la défense de tout ce qu'il a à défendre en qualité de socialiste.

Le cri de : « *A bas la guerre !* » signifie que je suis l'adversaire irréductible de la guerre actuelle, étant donné son caractère historique, ses causes sociales générales comme ses causes immédiates, ainsi que la façon dont elle est menée et les buts auxquels elle tend. Il signifie que le devoir de tout socialiste, de tout représentant des intérêts du prolétariat est de participer à cette lutte de classe internationale pour en obtenir la cessation immédiate.

III. En tant que socialiste, je suis l'adversaire irréductible non seulement de la guerre actuelle, mais aussi du système militariste actuel et j'ai toujours soutenu de toutes mes forces (voir ma brochure intitulée : *Militarisme et Antimilitarisme*, 1907 ; les Conférences internationales des Jeunes de Stuttgart, 1907, et de Copenhague, 1910), la lutte contre le militarisme comme étant une tâche de première importance, une question vitale pour la classe ouvrière de tous les pays. La guerre actuelle nous impose l'obligation de redoubler nos efforts dans la lutte antimilitariste.

IV. La date du 1^{er} mai a été consacrée, depuis 1889, à la propagande en faveur des idées fondamentales du socialisme, contre toute espèce d'exploitation, d'oppression et de violence, pour la solidarité des ouvriers de tous les pays, solidarité que la guerre n'a pas fait disparaître, mais renforcée au contraire, contre leur massacre fratricide, pour la paix et contre la guerre. Pendant la guerre, le devoir sacré de tout socialiste est de mener cette propagande avec une énergie redoublée.

V. La politique que je défends est conforme à la décision du Congrès socialiste international de Stuttgart, qui déclare que le devoir des socialistes de tous les pays, s'ils ne parviennent pas à empêcher la guerre, est de travailler par tous les moyens à la faire cesser, et d'utiliser la situation créée par elle pour hâter le renversement du régime capitaliste.

Cette politique est une politique d'ordre essentiellement international. Elle impose les mêmes devoirs, que je remplis avec d'autres ici, en Allemagne, vis-à-vis du gouvernement et des classes dominantes allemandes, aux socialistes des autres pays belligérants, vis-à-vis de leur gouvernement et de leurs classes dominantes, dans leur pays respectif. Elle agit internationalement, en dirigeant dans tous les pays la lutte de classe internationale contre la guerre.

Cette politique, je l'ai menée avec d'autres, depuis le commencement de la guerre, partout où j'ai pu la mener, d'une façon tout à fait publique, et suis, dans ce but, entré en relations, dans la mesure où cela m'a été possible, avec mes camarades des autres pays (voyage en Belgique et en Hollande, 1914 ; lettre de Noël, 1914 ; lettre au *Labor Leader* de Londres ; entrevues en Suisse, auxquelles il m'a été malheureusement impossible d'assister personnellement, etc.).

VI. Cette politique n'est pas seulement la mienne, à laquelle je tiendrai, coûte que coûte, mais aussi celle d'une fraction croissante de la population en Allemagne et dans les autres pays belligérants et neutres. Elle sera bientôt, comme je l'espère, et ce pourquoi je continue à travailler, la politique

de la classe ouvrière de tous les pays qui aura la force de briser la volonté impérialiste des classes aujourd'hui dominantes et de régler les rapports entre les peuples, conformément aux intérêts de la société.

Soldat d'armement LIEBKNECHT.

*
*
*

Berlin, le 8 mai 1916.

Au Tribunal royal de la Commandature, à Berlin.

Au sujet de l'affaire en instruction contre moi, je remarque encore :

I. La haute trahison est un parfait non-sens pour le socialiste international. Celui-ci ne connaît pas de nation ennemie qu'il pourrait même penser à « favoriser ». Son attitude est aussi révolutionnaire vis-à-vis des autres gouvernements capitalistes que vis-à-vis de son propre gouvernement. Ses efforts ne tendent pas à « favoriser une nation ennemie », mais à « s'opposer, avec toutes les forces socialistes des autres pays, à toutes les puissances impérialistes ». Il lutte, au nom du prolétariat international, contre le capitalisme international. Il l'attaque partout où il le rencontre et là où il peut l'attaquer le plus efficacement, c'est-à-dire dans son propre pays. Dans son propre pays, il combat, au nom du prolétariat international, son propre gouvernement, sa propre classe dominante, en tant que représentant du capitalisme international. C'est dans ce processus dialectique, dans cette lutte de classe nationale contre la guerre que se réalise la lutte de classe internationale contre la guerre.

Tel est le sens des paroles de Jaurès que j'ai placées en exergue de ma brochure intitulée *La lutte de classe contre la guerre*, parue à la fin de mars 1905.

II. Quand les socialistes allemands attaquent, par exemple, le gouvernement anglais et les socialistes anglais attaquent le gouvernement allemand, ce n'est qu'une farce, et même quelque chose de pire. Celui qui n'attaque pas l'ennemi, c'est-à-dire l'impérialisme, dans sa propre classe dominante, mais dans celle du pays opposé, et encore avec l'approbation et l'appui de son propre gouvernement (qui est le représentant de l'impérialisme qu'il doit combattre directement), celui-là n'est pas un socialiste, mais un auxiliaire de la classe régnante. Une pareille politique est tout le contraire de la lutte de classe, c'est du pire chauvinisme.

Certes, le socialiste international, et lui seul — car lui seul mène la lutte de classe contre son propre gouvernement — a le droit d'attaquer également les gouvernements étrangers. Mais il doit consacrer toutes ses forces à combattre l'ennemi dans son propre pays, s'il ne veut pas créer la pire confusion.

C'est pourquoi je n'ai pas à m'occuper ici des crimes commis par les autres gouvernements, mais uniquement de ceux qui ont été commis par le gouvernement allemand. C'est même mon devoir de défendre les gouvernements étrangers contre des reproches injustifiés, parce qu'il faut partout combattre le mensonge et que, aujourd'hui plus que jamais, de tels mensonges servent à exciter les peuples les uns contre les autres et à entretenir la haine entre eux.

Chaque fois que l'occasion s'en est présentée, j'ai attaqué les gouvernements étrangers dans

leur propre pays et même en Allemagne, quand cela pouvait servir la cause du socialisme, mais je l'ai fait en même temps que j'attaquais le gouvernement allemand. Jamais je ne le ferais si cela pouvait avoir pour résultat de favoriser les excitateurs chauvins. J'ai été, pendant de longues années, poursuivi par les autorités allemandes pour ma lutte contre le tsarisme et la politique tsariste du gouvernement allemand. Quelques jours avant la guerre, la Diète prussienne — contrairement à toutes les traditions parlementaires — m'a livré, pour ce motif, au Conseil de l'Ordre des Avocats. Au mois de novembre 1914, pendant la guerre, l'affaire se termina par une condamnation. Je transmettrai au tribunal tous les matériaux qui montreront comment je considère, dans les circonstances actuelles, les attaques contre les puissances ennemies ».

III. La lutte de classe internationale contre le capitalisme implique que le socialiste considère la coopération des socialistes de tous les pays comme un tout et qu'il collabore consciemment à cette lutte générale, pour sa propre part, dans son propre pays, qu'il considère sa propre lutte et celle des socialistes des autres pays comme se complétant l'une l'autre, et que, par conséquent, il admet également la lutte contre les autres gouvernements.

Souligner la nécessité, en face de ce point de vue international, de lutter contre l'ennemi, à l'intérieur de son propre pays, peut apparaître comme une sorte d'excuse, une marque d'insécurité et d'indécision, et affaiblir ainsi la lutte de classe. Si nous affirmons ce point de vue, c'est uniquement dans l'intérêt de la propagande parmi ceux que nous espérons gagner à la lutte internationale contre la guerre, et pour faire de cette lutte, chez ceux qui la mènent déjà, une lutte vraiment consciente.

C'est dans ce sens et sous cette forme que la révolution prolétarienne s'oppose à la guerre impérialiste.

Soldat d'armement Karl LIEBKNECHT.

*
**

Le 3 juin, le greffier du Tribunal de la Commandature procéda devant l'accusé à la lecture de l'acte d'accusation. Voici la réponse de l'accusé :

Berlin, le 3 juin 1916.

Au Tribunal royal de la Commandature, à Berlin.

Au sujet de l'acte d'accusation, je remarque :

Ce que dit l'acte d'accusation concernant le crime de haute trahison ne dépasse pas l'horizon étroit des déclarations faites dans la presse et au Parlement par mes adversaires politiques. Malgré ma déclaration du 8 mai, l'acte d'accusation ne tient aucun compte de ce qui pourrait constituer une tentative de s'élever au-dessus des frontières étroites des partis politiques et de considérer les choses d'un point de vue international.

C'est pourquoi l'accusation se trouve, sans l'avoir jusqu'ici utilisée, dans la bonne compagnie d'une *Action Française*, d'une *Information*, d'un *Matin*, d'un *Figaro* et autres feuilles chauvines des nations ennemies, quoique j'y sois traité (*locus regit actum*) — de même que l'accusation allemande me traite de « traître au pays » — d'agent du gouvernement allemand. Elle se trouve

également dans la bonne compagnie de la justice française, autrichienne, italienne, turque, russe et suédoise, qui essaie de mettre nos camarades au ban de la société comme « traîtres à la patrie », et dont le succès le plus récent est la condamnation aux travaux forcés de mes amis suédois Höglund, Olgesund et Heden pour leur admirable propagande en faveur de la grève générale contre la guerre.

J'ai fait mon devoir, comme je continuerai à le faire. Je n'ai donc pas à me défendre.

L'accusation a été ordonnée par des hommes qui n'ont pas hésité à violer mon immunité parlementaire pendant mon emprisonnement (voir mes déclarations du 2 juin courant), qui maintiennent l'état de siège, contrairement à la loi, et qui, sur ce terrain d'illégalité flagrante, me reprochent ma soi-disant illégalité.

L'accusation a été inspirée par le préfet de police von Jagow, cet admirateur enthousiaste de l'esprit de coup d'Etat et membre influent de la camarilla protégée par le kronprinz allemand et du parti militaire, qui porte sur lui la principale responsabilité de la guerre.

Je ne me défendrai pas. Je suis partisan du socialisme international, ainsi que de la politique que j'ai menée publiquement pendant de nombreuses années, j'approuve chaque syllabe du tract (1), je me reconnais coupable des cris de : « *A bas le gouvernement ! A bas la guerre !* », je confirme mes déclarations du 3 mai dernier, ainsi que toutes les paroles prononcées par moi au Reichstag, sous les hurlements de mes ennemis. Je n'ai pas à me défendre.

Mais si l'on parle de haute trahison, il est nécessaire de dire ceci :

Le crime de haute trahison a toujours été le privilège des classes dominantes, des princes et des aristocrates, dont il constitue la meilleure tradition. Les véritables traîtres à la patrie ne sont pas actuellement au banc des accusés, mais dans les bureaux de la grande industrie, des fabriques d'armes et de munitions, des grosses banques ; ils sont dans les châteaux des hobereaux ; ils sont sur la Moltkebrücke, dans la Wilhelmstrasse et Unter den Linden, dans les palais des princes et des ministres, dans les cours princières et sur les trônes.

Les véritables traîtres à la patrie, ce sont, en Allemagne, les responsables et les irresponsables du gouvernement allemand, les impérialistes, les exploités capitalistes et les banquiers, les agioteurs et les financiers de toute sorte qui, pour de misérables intérêts matériels, ont criminellement provoqué la guerre avec la complicité des absolutistes et de la diplomatie secrète, ce sont ceux qui ont précipité l'humanité dans un chaos de violence barbare, qui ont transformé l'Europe en un amas de décombres, et l'ont précipitée dans une atmosphère de mensonge et d'hypocrisie, dans laquelle la vérité est étouffée et aveuglée, et qui prétendent continuer ce travail infernal jusqu'à l'épuisement complet des peuples asservis et ensanglantés.

Les véritables traîtres à la patrie sont ceux dont je parlais dans ma déclaration du 3 mai dernier, ceux que le tract caractérise comme les véritables ennemis du prolétariat allemand, ceux sur qui repose la responsabilité sanglante de la guerre, qui transforment en or et en puissance la

(1) Il s'agit de tract distribué par Liebknecht en vue de la manifestation du 1^{er} mai 1916, et dont nous avons reproduit plus haut les passages essentiels. — Note du tr.

sueur, la misère, la douleur et la fatigue du peuple, ceux qui sont intéressés à la guerre et à ses buts impérialistes, ceux dont l'âpreté au gain et le désir de domination se cachent derrière un patriotisme tapageur. Ce sont ceux qui préfèrent la défaite de leur propre pays au succès d'un mouvement de libération de leur propre peuple, qui haïssent la liberté dans tous les autres pays, qui sont décidés une fois de plus à tromper les espoirs de liberté du peuple allemand, ceux qui ont poussé l'hypocrisie jusqu'à présenter cette guerre comme une guerre libératrice et qu'on n'a pas encore obligés à rendre compte de tous leurs crimes pour cette seule raison que les masses populaires, victimes de leurs mensonges, ignorent encore la vérité.

Les véritables traîtres sont ceux qui, pendant la guerre, se sont liés avec leurs coréligionnaires des nations ennemies en une Internationale dont le but était de s'opposer par tous les moyens à tout mouvement en faveur de la paix, ceux qui ne doivent qu'à la guerre, qu'ils ont criminellement provoquée, le pouvoir dont ils usent contre

moi, et contre qui je renouvelle les attaques que j'ai portées au Parlement et ailleurs, sous les hurlements des janissaires de l'impérialisme.

L'acte d'accusation défend et favorise ces véritables traîtres, en s'efforçant de me réduire à l'impuissance, à cause de la lutte que j'ai menée contre eux. L'accusation est un acte arbitraire de raison d'Etat, un acte de politique impérialiste, un acte de vengeance du militarisme, que je combattrai jusqu'à la dernière goutte de mon sang.

Je n'ai pas besoin de défenseur ; j'accepte la procédure du paragraphe 338 de la *M. & St. G. O.*, et renonce à tous les délais. La remarque contenue dans le protocole d'aujourd'hui (où l'on parle d'une demande éventuelle, quoique je n'ai rien à demander et ne demande rien) sera ainsi réglée une fois pour toutes.

J'apporterai à l'acte d'accusation, quand je l'aurai reçu, les corrections de détail qui s'imposent.

Soldat d'armement **LIEBKNECHT.**

Karl Liebknecht contre la Social-Démocratie

Il y a cinq ans déjà que Karl Liebknecht fut tué pour avoir cru à la révolution. Et pourtant si l'on feuillette les notes politiques qu'il écrivit en 1917 et 1918 de la forteresse de Zwickau et que publia Franz Pfemfert après sa mort (*Karl Liebknecht. Politische Aufzeichnungen aus seinem nachlass. Berlin 1921, Verlag der Aktion*), il apparaît plus vivant que jamais. Tout ce qui se passe en ce moment en Allemagne, il l'avait prévu. Et les social-démocrates qui, consommant leur trahison, ont livré une grande partie de la classe ouvrière pieds et poings liés aux capitalistes de France et d'Allemagne, ou qui s'apprentent à la livrer toute entière à d'autres plus offrants, les social-démocrates peuvent lire aujourd'hui leur jugement dans ce qu'il écrivit sur les Scheidemann, les Noske, les Ebert, avant même que ceux-ci n'eussent ouvertement montré leur jeu.

Pour comprendre les événements actuels en Allemagne, tout communiste devrait lire et relire les notes du grand révolutionnaire ; il y retremperait cette haine du réformisme qui ne saurait être assez violente aujourd'hui, où c'est précisément la confiance en laquelle les grandes masses tiennent encore certains chefs social-démocrates qui leur a fait subir les cruelles défaites des mois d'août et d'octobre derniers.

Voici un premier extrait des « notes politiques ». Il est daté de la mi-novembre 1917. Les social-démocrates formaient encore à ce moment un parti « d'opposition ». Mais Liebknecht voit clairement ce qu'il faut penser de cette « opposition » qui au fond ne fait que servir le gouvernement :

Toute cette façon des socialistes gouvernementaux allemands de jouer à l'opposition, cette politique qui consiste à appuyer le gouvernement en grand, et à le chicaner dans les petites choses est tout à fait significative. Elle est aussi impuissante que l'était dans le temps la soi-disant opposition libérale. Elle prouve une fois de plus que toute op-

position se change en son contraire — en une politique tout à l'avantage du gouvernement qu'elle prétend critiquer — du moment que l'ensemble de la politique du Parti aboutit à une approbation des mesures gouvernementales. L'opposition n'a alors pour effet que de rendre le parti populaire, de lui attirer des sympathisants. Elle est comparable à un filet dans lequel on attrape des poissons, pour les livrer ensuite à la cuisine gouvernementale.

Mais à toutes les objections qu'on pouvait faire contre la politique social-démocrate, les Scheidemann et les Ebert répondaient que pour être à la hauteur des tâches qui lui incombait le parti devait maintenir au-dessus de tout son unité.

Voici comment leur répond Liebknecht :

C'est précisément parce que la classe ouvrière après la guerre devra assumer les tâches les plus importantes, qu'il faut se débarrasser de cette idiotie de l'unité à tout prix. La classe ouvrière, résolue à mener un combat sérieux, doit se libérer de tous les éléments dissolvants... Toute volonté de compromis, tout sentimentalisme unitaire se nourrissant de phrases creuses serait un crime. On obtiendrait peut-être ainsi un glaive plus long, mais il serait de carton et non d'acier.

Liebknecht ne se borne pas à donner des conseils à la classe ouvrière : il faut remonter aux causes, pour savoir à quoi tiennent les erreurs commises par les chefs social-démocrates. Dans une analyse magistrale, et qui est encore vraie en grande partie aujourd'hui, il relève les profondes différences que l'on peut constater entre les couches dont se composent les masses social-démocrates. Il détruit ainsi ce fantôme d'unité qu'aimaient à invoquer à chaque moment les bureaucrates syndicalistes et les chefs parlementaires. Les différences que nous constatons dans le mouvement ouvrier allemand n'ont-elles qu'un caractère subjectif, se demandait-il, ou s'agit-il

de différences sociales réelles et objectives ? Et il répond :

Sans aucun doute, c'est la dernière hypothèse qui est la vraie.

On peut dire sans exagération que de nouvelles distinctions de classes s'annoncent, ou plus exactement que l'on voit apparaître à la surface de la vie politique des différences de classes, qui jusqu'ici fermentaient dans un mélange confus.

a) Il y a d'abord les fonctionnaires payés du mouvement, les petits commerçants, etc., et tous ceux qui par leurs biens ou par leur situation sont liés d'une façon immédiate à l'ordre social existant (il nous faudra aussi tenir compte de la fortune privée et de celle dont disposent les syndicats, etc.), en un mot tout ce qui est assez intéressé aux conditions régnant aujourd'hui, pour que les certitudes du présent leur paraissent préférables aux incertitudes de l'avenir ;

b) Les ouvriers les mieux situés, ouvriers qualifiés, artisans, etc. Il leur est difficile de calculer les risques qu'ils encourraient au cas d'une explication sérieuse avec les classes dirigeantes ; ils ne se sentent pas à l'aise dans leur peau — mais ils hésitent. Ils ont des velléités de protester et de « lutter » — et ne peuvent pas se décider à passer le Rubicon. Aussi continuent-ils à marcher dans l'ancienne ornière, à lutter « comme auparavant » sur « le terrain légal et statutaire », et n'ont-ils la force de s'indigner que précisément lorsque les chefs abandonnent le terrain de lutte « éprouvé » depuis longtemps, et les statuts « éprouvés » eux aussi depuis longtemps. Ils sont internationalistes — et pourtant ils ont une patrie — où ils ne peuvent malgré tout pas se décider à la désavouer... La guerre n'est, en somme, pour eux qu'un dérangement, et c'est comme tel qu'ils la trouvent trop longue. Ils ont la nostalgie du repos, ils voudraient retourner le plus vite possible à l'écurie, c'est-à-dire au marais, à la communauté de travail ;

c) La masse des ouvriers non qualifiés, sans propriété, le prolétariat, au sens propre et étroit du mot. Pour ceux-ci, le calcul est vite fait. Ce sont vraiment des « sans-patrie », les Etats impérialistes ne sont pas pour eux des patries, mais des organisations de la puissance faite pour les opprimer et les exploiter jusqu'au sang. Si ces Etats tombent et périssent, ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes, et tout à gagner.

Eux seuls constituent une Internationale par l'esprit, par la volonté, par le désir d'agir ; ils ne se paient pas comme les autres de phrases creuses et d'espairs imbéciles. Pour eux la primauté de l'Internationale sur toutes les classes et sur toute communauté nationale est une réalité vivante.

Cette belle unité dont se prévalent à tous moments les chefs social-démocrates n'est donc, au fond, qu'une supercherie ; elle est imposée par le dehors, et ne constitue pas une réalité vivante. L'organisation élaborée depuis longtemps en maintient l'apparence, mais c'est précisément cette organisation qui empêche toute vie, toute initiative, et c'est pourquoi il faut la détruire.

Toute forme d'organisation qui met des entraves à l'évolution de l'esprit révolutionnaire international, à l'action spontanée et à l'initiative des masses révolutionnaires doit être rejetée... Point de lien qui enchaîne les initiatives libres. Favoriser les initiatives chez les masses est la tâche la plus urgente, précisément dans un pays comme l'Allemagne, où tout fut fait pour développer en elles l'obéissance passive et muette. Il faut accomplir cette tâche, même au risque de voir s'effondrer provisoirement toute « discipline » et tou-

tes les « organisations fermes et rigides ». Il faudra donner aux volontés individuelles beaucoup plus de marge qu'il n'a été de tradition jusqu'ici de le faire en Allemagne. Il faudra attacher beaucoup moins d'importance aux professions de foi verbales. Les mots ne sont que des fantômes ; même les conceptions intellectuelles, développées clairement et de façon logique, et acceptées comme telles, ne sont en somme que des fantômes dans le jeu des forces politiques, des fumées que la tempête de l'action politique — épreuve suprême — dissipe, à moins qu'elles ne soient les résultantes des aspirations d'une personnalité une et entière. C'est le côté élémentaire, l'instinct qui finalement l'emporte quand les masses entrent en action ; c'est lui qui constitue le moment décisif, non seulement dans la manière d'envisager le monde et la vie, mais aussi dans toute attitude politique qui ne repose pas sur l'imagination mais bien sur des réalités. Et il en est de même chez les individus, en dépit de toutes les fantasmagories créées par l'intelligence pure. L'intelligence n'est, en somme, qu'un serviteur, et non un maître, une chose créée et non le créateur.

Mais vint le jour où les prévisions de Liebknecht devaient se confirmer : les socialistes majoritaires au pouvoir et l'ordre capitaliste sauvé.

Le 28 septembre 1918, il rédige le manifeste suivant :

C'est arrivé. Les socialistes gouvernementaux ont obtenu ce qu'ils voulaient : leur passion pour l'assiette au beurre du ministérialisme est assouvie. Le but est atteint. Quelques-uns d'entre eux ont pu forcer la porte du paradis, en l'espèce la Wilhelmstrasse. On les y a reçus avec un sourire gracieux. Ils ont fait leurs courbettes, satisfaits de pouvoir figurer dans la bonne société où on ne les accepte que parce qu'on ne peut pas faire autrement.

Tout cela ne tend qu'à une chose : vous faire croire que maintenant vous avez votre gouvernement ; que des temps nouveaux ont commencé pour vous, parce qu'ils ont commencé pour Scheidemann, que vous vivez au paradis parce que Scheidemann vient de s'y installer.

Mais sachez le bien : Scheidemann et les autres ne sont pas assis dans leurs fauteuils ministériels pour vous représenter ; ce ne sont pas vos chefs, mais des mauvais bergers qui vous égarent... S'ils sont entrés au gouvernement, c'est pour soutenir la domination de la classe bourgeoise prête à s'effondrer, c'est pour cacher à vos yeux la tyrannie du capital, c'est pour détourner vos colères et les foudres du jugement populaire de l'ennemi né, pour le mettre à l'abri de la bannière social-démocrate, qui doit les protéger contre vous...

Les ouvriers russes eux, ont envoyé au diable le faux socialiste Kerensky, et cependant il dépassait de cent coudées un Scheidemann et sa bande. Eh bien, suivez leur exemple, faites comme eux : lancez votre verdict contre ces anciens chefs ouvriers, devenus des traîtres à la solde de l'impérialisme ; formulez votre verdict — sans ménagement aucun — car il ne peut y avoir de trahison plus indigne que de pactiser avec les ennemis mortels des masses populaires, pour leur livrer ces masses, au moment même où elles sont exploitées et où on les a sucées jusqu'au sang...

Votre but ne peut être que la république et le socialisme — la république socialiste du peuple !

A bas la bande de Scheidemann, à bas tous les traîtres à la classe ouvrière !

Vive la révolution du prolétariat allemand !

Alex GUILLAIN.

Le « Cours Nouveau » du Parti Bolchevik

L'actualité nous imposant de consacrer les articles de commentaires au Congrès de Lyon, nous publions ici de nouveaux matériaux des discussions du Parti communiste russe, en nous réservant de reprendre plus tard nos explications et commentaires sur la question russe. On trouvera ci-dessous deux textes du plus haut intérêt : une résolution du Comité central du Parti sur la situation économique de la Russie, et un article de Trotsky sur la situation intérieure du Parti.

Résolution sur la politique économique

Voici la résolution du Comité central du P. C. russe sur « Les tâches à l'ordre du jour dans la politique économique ». Elle a été adoptée le 24 décembre par le Bureau Politique, en exécution de la décision des assemblées plénières du C. C. et de la C. C. C. du 25 octobre. Elle sera soumise à la ratification définitive de l'assemblée plénière du C. C.

Pour la solution des questions économiques à l'ordre du jour, le Parti doit réaliser la tâche fondamentale lui incombant dans la période historique actuelle : réalisation effective de l'union du prolétariat et de la paysannerie, établissement du trait d'union entre la ville et la campagne, entre l'industrie nationalisée et l'économie rurale.

Seule, une solution juste des questions touchant aux rapports de la classe ouvrière et de la paysannerie pourra consolider définitivement la base économique de la dictature du prolétariat et lui donner la stabilité nécessaire.

Dans sa résolution sur l'organisation de l'industrie, le 12^e Congrès avait souligné le fait que le développement de l'industrie étatique avait des limites objectives déterminées par l'état de l'économie paysanne et que l'accord de cet état politique et économique avec le niveau du développement de l'économie paysanne représentait un problème capital, dont la solution erronée aurait fatalement des conséquences funestes, non seulement dans le domaine économique, mais encore dans le domaine politique. Seul, un changement radical de la situation politique et économique actuelle dans les pays industriels d'Europe pourrait affaiblir notablement la dépendance directe de l'industrie étatique à l'égard de l'économie paysanne et créer des conditions permettant de passer plus rapidement à l'économie socialiste.

La résolution du 12^e Congrès déclare :

« Quoique son niveau technique soit encore extrêmement bas, l'agriculture a une importance capitale pour toute l'économie du pouvoir soviétique. En même temps, dans tous ses actes, notre Parti ne doit pas perdre de vue l'importance prédominante de l'économie paysanne... Ne pas tenir compte de ce fait, ou même simplement ne pas lui accorder une attention suffisante comporterait des dangers incalculables au point de vue économique comme au point de vue politique. Cela détruirait ou affaiblirait inévitablement l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, la confiance des paysans dans la classe prolétarienne, lesquelles, dans la période de transition actuelle, représentent une des bases fondamentales de la dictature du prolétariat et dont le maintien et le renforcement sont la condition essentielle de la stabilité du pouvoir soviétique, par suite la tâche fondamentale du Parti. »

Ces indications du Parti n'ont pas été, jusqu'à présent, complètement appliquées par nos organes économiques. On n'a pas suffisamment compris que la nécessité du développement de l'échange entre la ville et la campagne avait été la cause fondamentale de l'adoption de la nouvelle politique économique et que,

sous le régime de la *Nep*, la fourniture des produits de l'industrie étatique aux paysans était la tâche économique fondamentale.

Les difficultés économiques (crise de la vente) que nous traversons, s'expliquent dans une large mesure par le fait que l'on n'a pas suffisamment tenu compte de ces indications du Parti sur le rôle de l'économie paysanne ainsi que sur les particularités de la réalisation de la dictature prolétarienne dans un pays à population rurale dominante. La tâche du Parti consiste à appliquer méthodiquement la politique indiquée plus haut dans les rapports entre la ville et la campagne et de se garder de sous-estimer l'importance de l'économie paysanne.

Le fait que l'économie paysanne et l'industrie étatique ne se restaurent pas avec la même rapidité a, dans les conditions du marché libre, engendré la crise de ces derniers temps. Cette crise est caractérisée par la disproportion des prix, extrêmement élevés, des produits de l'industrie et des prix, extrêmement bas, des produits agricoles. Établie sur la base du marché urbain capable de payer des prix plus élevés, l'industrie n'a pu, au moment de la réalisation de la récolte, écouler ses marchandises au grand consommateur, le paysan, de capacité de paiement beaucoup moindre. D'autre part, la paysannerie n'a pas trouvé un débouché extérieur et intérieur suffisant pour vendre avantageusement son blé, ce qui a déterminé la baisse du prix des céréales.

La crise de la vente a encore été aggravée par le développement insuffisant des rapports commerciaux, par la politique des prix élevés appliquée par les syndicats (1), par l'élévation des frais généraux dans l'industrie et particulièrement dans le commerce, par la faible circulation de l'argent, ainsi que par le double système monétaire qui a causé à la paysannerie des pertes considérables par suite de la dépréciation de la monnaie courante.

Grâce à un travail acharné, nous avons, pendant l'année écoulée, remporté des succès incontestables dans la restauration de l'industrie et des transports ; l'industrie étatique a produit plus de marchandises que durant aucune des années précédentes. D'autre part, les paysans ont augmenté la surface ensemencée, ont relevé jusqu'à un certain point leur économie, développé la production des cultures industrielles et, grâce à la substitution de l'impôt en espèces à l'impôt en nature, ont eu à leur disposition, malgré la récolte inférieure à celle de l'année précédente, une quantité supérieure de réserves de céréales.

Ainsi donc, la crise actuelle ne saurait être assimilée aux crises du manque de marchandises et de céréales que le pays a traversées de 1919 à 1921. Les éléments essentiels de l'économie nationale (charbon, naphte, métaux, coton, produits, quantité de céréales restant entre les mains de la paysannerie, etc.) ont incontestablement progressé. La crise a été le résultat du manque de coordination entre les différentes branches de l'économie et, en premier lieu, de l'incapacité de notre industrie et de notre commerce étatiques à se frayer la voie vers le marché paysan.

(1) Il s'agit des syndicats-groupes d'entreprises, et non d'organisations ouvrières professionnelles. — N. d. L. R.

L'agriculture

La faible capacité du marché paysan et le prix de revient élevé des produits de l'industrie résultent de la longue période de guerres extérieures et intérieures. L'abaissement des prix agricoles est un phénomène mondial qui, dans certains pays capitalistes, comme l'Amérique, a amené la destruction d'immenses quantités de céréales en vue de relever artificiellement les prix.

La population urbaine et industrielle de la S.S.S.R. (1) ne représente pas un marché suffisant pour l'économie paysanne. Le blé russe ne peut augmenter de prix qu'en conquérant le marché étranger. Ce fait n'a pas échappé au Parti qui, l'année dernière déjà, avait proclamé la nécessité de développer l'exportation des produits agricoles. L'année dernière, l'exportation du blé s'est élevée à 40 millions de pouds ; cette année, elle doit, d'après le plan établi, atteindre 250 millions de pouds.

Mais pour lutter avec succès sur le marché étranger, il faut que l'agriculture soit adaptée aux conditions de ce marché. Le Parti a mis à l'ordre du jour l'aide à la paysannerie (perfectionnement de la technique, adoption de la culture intensive, augmentation des fonds de roulement de l'économie paysanne, renouvellement des instruments et machines agricoles, etc.).

Il faut en premier lieu améliorer l'organisation des achats de blé et de l'exportation de l'Etat, abaisser les frais généraux, réduire le plus possible le rôle et les profits des intermédiaires et des revendeurs dans le commerce des céréales.

Le pouvoir soviétique doit également venir en aide à la paysannerie en augmentant ses fonds de roulement ; a) par l'organisation du crédit agricole à bon marché (création d'une banque agricole) ; b) par la fourniture à crédit d'instruments et de machines ; c) par le soutien de la coopération, etc. Dans toutes ces mesures, le Parti doit se baser sur la nécessité d'aider les paysans pauvres et moyens, et en particulier les associations pour la culture collective, afin de les affranchir de l'oppression des paysans riches.

L'économie paysanne est la base essentielle de la restauration de l'industrie et, partant, de la progression de la classe ouvrière, car le marché paysan est celui qui peut absorber le plus de produits industriels. D'autre part, l'économie paysanne est le principal fournisseur des matières brutes nécessaires à notre industrie. C'est pourquoi, dans l'intérêt du pouvoir soviétique et du développement de l'industrie, il faut la soutenir le plus possible.

L'industrie étatique

Le développement de la grande industrie nationalisée créera seul des bases inébranlables à la dictature du prolétariat. Partant de là, le 12^e Congrès a donné des indications précises sur les mesures à adopter et à réaliser pour assurer ce développement.

Durant l'année écoulée, l'industrie étatique a considérablement progressé, a augmenté et amélioré de mois en mois sa production.

Elle s'est développée un peu plus rapidement que l'économie rurale, la petite industrie et l'industrie des koustari (2). (Comparativement à 1921, la production de la grande industrie a presque doublé. Elle s'est élevée à 35 % de celle d'avant-guerre, alors que l'année précédente elle n'en représentait que 20 à 22 %.)

Les progrès réalisés dans le ravitaillement en combustible permettront de continuer la restauration des autres branches de l'industrie. Les transports peuvent maintenant satisfaire à tous les besoins de l'économie. En outre, il faut constater une série de succès obtenus dans la production industrielle.

Néanmoins, la crise actuelle a dévoilé dans ce domaine également une série de phénomènes malsains dont la suppression s'impose d'urgence.

Cherchant à couvrir les pertes subies par l'industrie

pendant la première année de la Nep, nombre d'organes économiques ont appliqué faussement la directive du 12^e Congrès sur la nécessité de réaliser des profits et ont trop élevé leurs prix, de sorte que le paysan ne pouvait se procurer les objets nécessaires. Les marchandises sont restées dans les entrepôts et ainsi l'industrie, loin de réaliser les profits attendus, s'est trouvée menacée de ne pouvoir faire face à ses paiements et de réduire sa production.

Les syndicats qui ont surgi dans la lutte pour la conquête du marché et l'établissement de prix uniques ont été les promoteurs de cette politique des prix élevés. Cette politique a été indubitablement le résultat de l'utilisation fautive du monopole de certaines branches industrielles ainsi que du développement insuffisant des organes régulateurs.

L'accumulation socialiste est le facteur décisif du sort de la dictature du prolétariat sous le régime de la Nep. Néanmoins, on ne saurait pour l'intérêt du socialisme inclure dans le prix des produits, outre le prix de revient et le bénéfice minimum indispensable, les dépenses nécessaires à une réalisation et à une augmentation du capital fondamental trop rapides et en disproportion avec les forces actuelles du pays. Il est nécessaire d'accorder à l'avenir la politique des prix avec les ressources du marché paysan, de développer l'industrie proportionnellement à l'augmentation de la capacité du marché paysan.

Pendant l'année écoulée, les sept dixièmes de la production de l'industrie étatique ont été absorbés par la population urbaine et les trois dixièmes seulement par la population rurale. Notre industrie n'a donc pas su se frayer la voie vers le consommateur paysan.

La hausse des prix des produits manufacturés s'explique non seulement par des causes objectives, mais dans une large mesure par les défauts de l'organisation industrielle et l'excès de frais généraux. Pour abaisser ces prix, l'industrie doit s'attacher à réduire les prix de revient en améliorant et élargissant sa production, en diminuant le plus possible les frais d'exploitation, en perfectionnant et en réduisant son appareil commercial.

Par suite, il est nécessaire de réviser les syndicats existants et de ne conserver que ceux dont la nécessité économique est prouvée. C'est seulement par la politique d'adaptation au marché paysan, d'abaissement des prix de revient et d'extension de la production des objets d'usage courant que l'industrie étatique pourra concurrencer avantageusement le capital privé auprès du consommateur : le paysan et l'ouvrier.

En même temps, le Parti estime qu'il convient dans une certaine mesure de favoriser le développement de la petite industrie qui n'exige ni grandes dépenses pour sa restauration, ni réserves spéciales de matières premières, de combustible et de produits alimentaires et qui peut être d'un certain secours à l'économie paysanne et augmenter la circulation des marchandises.

La concentration de l'industrie est un élément nécessaire de l'amélioration de notre industrie. Nous avons reçu en héritage, de l'ancien régime, un grand nombre d'entreprises créées irrationnellement, ne concordant pas avec le régime économique d'aujourd'hui, et qui sont une lourde charge pour notre budget. Fréquemment, elles ne fonctionnent pas à plein, et les dépenses de leur entretien augmentent le prix de leurs produits. Mais le Parti ne peut oublier qu'ici plus que dans toute autre branche, les considérations commerciales et budgétaires doivent céder le pas aux considérations politiques, c'est-à-dire, dans les conditions actuelles, au maintien du pouvoir politique de la classe ouvrière. Là où la fermeture des usines porterait un coup à la force politique du prolétariat, disperserait ses cadres fondamentaux, l'application stricte de la concentration serait une faute politique inadmissible.

Dans la période précédente, le Parti avait concentré ses efforts sur la production du charbon (Bassin du Donetz) et du naphte (Bakou), car si l'industrie n'était pas assurée en combustible, il était impossible de songer à renforcer ses différentes branches. Les succès obtenus dans le ravitaillement en combustible permettent maintenant au Parti de concentrer son attention sur la métallurgie. Durant la période prochaine, celle-ci devra

(1) Union des Républiques socialistes soviétiques.

(2) Petits artisans, très nombreux en Russie. —
N. d. l. R.

être au premier plan et recevoir de l'Etat une aide générale, financière en particulier, beaucoup plus grande que l'année dernière.

Les salaires et les syndicats ouvriers

Les difficultés économiques de l'automne dernier ont provoqué des oscillations des salaires ainsi qu'une série de défauts dans leur paiement et leur forme. Le Bureau Politique, au début d'août, et l'assemblée plénière du C. C. en septembre, ont adopté une série de décisions contre ... la dépréciation des salaires et pour augmenter ceux des ouvriers les moins favorisés (par exemple, les cheminots). Le Parti estime que l'état de l'industrie et de l'économie permet de cesser le paiement du salaire sous des formes qui le réduisent effectivement (produits inférieurs, fortes coupures monétaires) et de prendre une série de mesures décisives contre les retards apportés à la paye. Il exige de tous les organes économiques qu'ils continuent de combattre ces défauts et déclare que le premier devoir des organes économiques est d'assurer la paye régulière.

Le relèvement de l'industrie et des transports, obtenu grâce aux efforts héroïques de la classe ouvrière, doit servir entre autres à améliorer la situation de celle-ci. Les organes syndicaux doivent veiller incessamment à ce que le relèvement économique concorde toujours exactement avec un relèvement de la situation matérielle de la classe ouvrière.

La restauration de notre industrie est accompagnée inévitablement de l'augmentation du prolétariat, de sa consolidation, de l'élévation de son niveau matériel et intellectuel. Les syndicats ouvriers doivent par suite participer plus activement à l'organisation et à la direction de l'industrie.

Les syndicats ouvriers doivent accorder une attention spéciale à la sélection dans les masses ouvrières d'organiseurs capables d'occuper des postes dirigeants dans l'industrie. A cet effet, le Parti, les syndicats ouvriers et les organes économiques doivent s'assigner pour tâche de préparer des cadres d'ouvriers directeurs en créant des écoles spéciales et en faisant participer les grandes masses à l'examen de la situation économique et du travail courant des entreprises. Il devra être procédé régulièrement à la convocation de conférences de production avec les représentants des organes économiques, des syndicats ouvriers, du Parti et des sans-parti pour y examiner les questions courantes de la vie industrielle et échanger leur expérience. Ces conférences devront permettre aux syndicats ouvriers d'étudier et de contrôler soigneusement la gestion des entreprises ainsi que d'aider les organes économiques à améliorer l'industrie, à combattre l'incurie, l'élévation des frais généraux, etc.

Le commerce extérieur

Le monopole du commerce extérieur est un des éléments essentiels de notre politique économique. Il a complètement justifié son existence, en particulier sous le régime de la Nep : il a empêché le gaspillage des richesses du pays par le capital indigène et étranger et a été un moyen d'accumulation socialiste.

Ce n'est que grâce à ce monopole intégral que nous avons pu obtenir une balance commerciale active et assurer les bénéfices du commerce extérieur à l'Etat.

S'opposant à la dépense des fonds nationaux pour l'importation d'objets susceptibles d'être produits dans le pays lui-même, ce monopole permet l'importation rationnelle des produits nécessaires au développement de notre industrie et de notre économie paysanne. Il doit être consacré intégralement comme élément capital, particulièrement dans la Nep, de notre politique économique.

Le commerce intérieur et la coopération

Sous le régime de la Nep, l'organisation du commerce a une importance exceptionnelle, car c'est par l'appareil commercial que doit s'établir le trait d'union entre l'industrie nationalisée et le marché paysan. Tout renforcement de la coopération et du commerce étatique, toute extension de leur sphère d'activité est une exten-

sion de la sphère de l'économie socialiste. Tout affaiblissement de la coopération et du commerce étatique, tout renforcement de l'intermédiaire, du revendeur et du marchand privé est une extension de la sphère de domination des rapports capitalistes. C'est pourquoi le soutien de la coopération et le développement de l'industrie étatique, l'éviction du capital commercial par ces derniers, représente une tâche essentielle.

Or, la crise actuelle a montré que la coopération et le commerce étatique ne sont pas à la hauteur de leur rôle, qui consiste à établir une liaison directe entre l'industrie étatique et le grand consommateur.

Le manque de souplesse de ces organes, l'insuffisance de leurs ramifications, la lourdeur et le bureaucratisme de leur appareil commercial, l'élévation de leurs frais généraux, leur incapacité à atteindre le grand consommateur et à desservir la paysannerie dispersée dans tout le pays exige du Parti un travail acharné en vue de corriger ces défauts. Les questions commerciales se posent maintenant dans toute leur ampleur devant le Parti.

Le capital privé

La proportion entre le capital étatique et le capital privé est actuellement très importante, car elle détermine la corrélation des forces de classe du prolétariat, qui s'appuie sur l'industrie nationalisée, et de la nouvelle bourgeoisie, qui s'appuie sur le marché libre. Etablissant les bases de la Nep, qui s'est complètement justifiée et n'a nullement besoin d'une révision que nous ramènerait au « communisme de guerre », le Parti a dû non seulement permettre au capital privé d'accumuler des fonds au moyen du commerce, mais lui transmettre en jouissance une partie des moyens de production (concessions, cessions à bail). Dans ce dernier domaine, la participation du capital privé est, dans le relatif et l'absolu, indigne. Son rôle plus considérable dans le commerce s'explique par le fait qu'il est mieux adapté aux opérations de détail et mieux en état de satisfaire les besoins de la population disséminée des campagnes.

Le capital étatique ne peut s'assigner pour tâche l'instauration immédiate de la liaison directe avec la masse des producteurs paysans disséminés dans tout le pays. Mais il faut limiter la croissance du capital privé en développant le rôle économique de la coopération et du commerce étatique et en les adaptant aux besoins et conditions du marché paysan.

Le renforcement de nos positions contre le capital privé dépend en grande partie de la politique des prix. Concentrant la masse principale des produits nécessaires au village, le pouvoir soviétique doit faire en sorte que les organisations étatiques et la coopération vendent meilleur marché que le marchand privé. Il faut que le grand consommateur, représenté par l'ouvrier et le paysan, comprenne nettement la supériorité du commerce coopératif et étatique sur le commerce privé. Aux coopératives revient le principal rôle dans l'organisation du commerce, particulièrement de détail. C'est pourquoi il faut prendre toutes les mesures qui leur permettront d'évincer le capital commercial privé (aide de l'Etat à la coopération, en particulier à la coopération ouvrière, adoption par la coopération du principe de l'affiliation volontaire, extension du réseau coopératif et renforcement des coopératives communales, établissement de relations commerciales directes entre la coopération et l'industrie étatique, réduction des frais généraux et des intermédiaires, etc.). En outre, pour maintenir l'activité du capital privé dans le cadre général de la politique économique du pouvoir soviétique, des mesures devront être prises pour la régularisation des prix des objets d'usage courant. D'autre part, la régularisation de l'accumulation privée doit être obtenue par des mesures fiscales. Il faut soumettre à une forte imposition les objets de luxe et combattre vigoureusement les spéculateurs.

Le Parti a renoncé fermement à la réquisition des produits alimentaires et à la fourniture de rations alimentaires à la population ouvrière. Accordant à la paysannerie la faculté de disposer librement des fruits de son travail, il a par là-même permis dans une mesure déterminée la participation du capital privé à l'échange des marchandises et n'a aucune raison de

renoncer à cette politique. Mais il doit s'attacher à renforcer les positions soviétiques en menant une lutte opiniâtre pour la conquête du marché paysan.

La politique financière

Un facteur extrêmement important de réalisation de nos tâches essentielles est l'instauration d'une monnaie stable, de tchervonetz, devenue la monnaie fondamentale du pays (sur les 350 millions de roubles or de la circulation fiduciaire, le tchervonetz en représente déjà 270, soit près des 4/5).

La mise en circulation du tchervonetz et sa consolidation n'ont été possibles que grâce à la progression continue de toute notre économie, et prouvent la justesse de notre politique économique.

Le tchervonetz est actuellement un des facteurs principaux du développement de notre économie. Sans lui, la progression de l'industrie étatique pendant l'année dernière eût été impossible. Grâce à lui, on a pu fournir, et on continue, des crédits à l'industrie, au commerce et à l'agriculture. Les crédits bancaires à l'industrie et au commerce ont considérablement augmenté. Ils permettent à l'Etat de développer rationnellement l'industrie et toute l'économie, et grâce à eux, l'industrie a pu accroître sa production sans à-coups et accumuler des réserves importantes de marchandises lors de la réalisation de la récolte.

L'application rigoureuse des principes commerciaux, le calcul exact des prix de revient et l'organisation rationnelle de la comptabilité dans nos fabriques, usines, trusts, syndicats, etc., n'ont été possibles que grâce à une monnaie stable et ne pourront s'améliorer qu'avec le maintien de cette monnaie.

Le Parti devra s'attacher à maintenir la stabilité du tchervonetz et à parachever la réforme monétaire, substitution d'une monnaie ferme à la monnaie en dépréciation. Ce parachèvement doit être l'une de nos tâches essentielles pendant la période prochaine. Il améliorera la situation des paysans, augmentera le bien-être des couches laborieuses de la population et un assainissement de toute l'économie.

Pour réaliser la réforme monétaire, il faut que le déficit du budget soit réduit le plus possible et que tous les organes économiques observent la plus stricte économie. La lutte contre tout luxe dans les institutions d'Etat est ainsi une nécessité urgente.

Pour le budget de l'Etat, on constate une amélioration sensible. Les sources normales de recettes augmentent. L'émission fiduciaire diminue de plus en plus. Il faut à l'avenir s'attacher, sans accroître les charges fiscales des masses laborieuses, à développer les ressources de l'Etat en accroissant le rapport de ses biens et entreprises.

En outre, une amélioration sensible se manifeste dans l'établissement des devis budgétaires. Depuis plusieurs années, le pouvoir soviétique s'efforce d'établir un budget réel. Mais ce n'est que l'année dernière qu'il a obtenu dans ce domaine des succès considérables. Pour la première fois, nos plans budgétaires rationnels permettent des prévisions justes dans la gestion économique.

La mise en circulation du tchervonetz avait déjà dans une large mesure permis l'exactitude des calculs et, par suite, facilité la direction méthodique de l'économie en général et des entreprises isolées. L'amélioration et la précision des plans budgétaires ont représenté un nouveau progrès. Mais seul, le parachèvement de la réforme monétaire permettra d'établir, sur la base d'une unité monétaire stable, des plans financiers réels pour le commerce et l'industrie, d'organiser un calcul et une comptabilité justes.

De la sorte, la réforme monétaire est une des conditions essentielles de la coordination des différentes parties de l'économie et fournira une base réelle pour la direction méthodique de l'économie.

Nécessité du plan

Etant donné la prépondérance de la petite économie paysanne, et l'influence croissante du marché mondial sur notre économie, il serait erroné de croire que la

direction économique méthodique de l'Etat pourrait à elle seule, sous la Nep, exclure la possibilité des crises. Néanmoins, la crise que nous traversons montre la nécessité de mieux accorder les différentes branches de l'économie et d'établir un plan plus rigoureux de travail des organes économiques.

Le Parti doit apprendre à accorder entre eux et avec le marché les éléments de l'économie. La tâche est facilitée par le fait que nous avons maintenant déjà les principaux éléments d'une gestion économique méthodique, sans lesquels le plan économique ne serait qu'une utopie bureaucratique. Ces éléments sont : 1° la création d'une monnaie ferme ; 2° l'organisation du crédit ; 3° l'accumulation de ressources matérielles permettant d'avoir des fonds de roulement ; 4° la réalisation et la consolidation de formes déterminées d'organisation économique (trusts, etc.) ; 5° l'existence d'une série de plans établis sur la base de l'expérience, et en premier lieu, de plans budgétaires réels, etc.

De la sorte, les organes étatiques chargés de dresser les plans se trouvent dans des conditions de travail meilleures qu'auparavant. Il s'agit maintenant de renforcer la Commission du Plan d'Etat, d'accroître son rôle dans la politique financière et le crédit, de relier plus étroitement son action à celle du Commissariat des Finances, du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, des Commissariats de l'Agriculture, du Commerce Intérieur, etc., de renforcer ses organes locaux, etc.

La Commission du Plan doit étudier les conditions du marché et élaborer les mesures permettant d'agir sur ce dernier. Il est nécessaire de lui assurer son rôle, assigné par le 12^e Congrès. La nomination d'un des vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple comme président de la Commission du Plan assure à cette dernière une participation active à la solution de toutes les questions courantes de la vie économique.

Conclusions pratiques

a) Pour l'économie rurale :

1° Intensifier la production, développer les cultures industrielles, l'élevage, etc., par une série de mesures d'encouragement (exonération fiscale, octroi de crédits, etc.) ;

2° Développer l'exportation du blé pour permettre au paysan de vendre l'excédent de sa production et faire monter ainsi à son profit le prix des céréales ; réduire au minimum les frais d'acquisition et de transport des céréales ;

3° Prendre toutes les mesures nécessaires pour l'organisation du commerce étatique des céréales à l'intérieur du pays sous des formes assurant la stabilité des prix (transport d'une région à une autre des quantités de blé nécessaires, réglementation des tarifs, construction d'élevateurs, etc.) ;

4° Développer dans les campagnes la coopération de consommation et la coopération agricole qui devront être les principaux organes pour l'acquisition des produits agricoles et la fourniture des objets d'usage courant à la paysannerie ;

5° Prendre d'urgence des mesures pour développer le crédit agricole par l'intermédiaire d'une banque agraire centrale et des sociétés de crédit afin de fournir à crédit et à un prix abordable des machines et instruments agricoles aux paysans, aux associations paysannes et aux exploitations collectives ;

6° Procéder, à partir de 1924, à la perception d'un impôt agricole unique, lequel sera payé en espèces et en monnaie stable ;

7° Etablir pour 1924 des exonérations d'impôts en faveur des paysans peu fortunés ; soutenir par tous les moyens les organisations de journaliers et les paysans pauvres ;

8° Mettre fin à la perception illégale de contributions supplémentaires par les autorités locales et veiller à ce que les contributions volontaires ne s'effectuent, dans chaque cas particulier, que sur l'autorisation des organes centraux.

b) Pour l'industrie :

- 1° Rationaliser la production et augmenter le rendement du travail ;
- 2° S'attacher à faire travailler à plein les entreprises industrielles et à répartir méthodiquement les commandes, particulièrement dans la grande industrie ;
- 3° Réduire les frais généraux en simplifiant les organisations industrielles et en réduisant le personnel ;
- 4° Diminuer le prix des matières premières, du combustible et des matériaux accessoires de l'industrie en réduisant les frais d'acquisition et en important les matières premières obtenues à meilleur marché à l'étranger ;
- 5° Régulariser le calcul industriel en établissant pour ceux qui en sont chargés une responsabilité rigoureuse ;
- 6° Déterminer exactement les droits et obligations des directeurs de trusts et d'entreprises ;
- 7° S'attacher à mettre aux postes responsables dans les entreprises et les trusts industriels des hommes capables pris parmi les ouvriers ;
- 8° Soutenir les administrateurs et techniciens économiques dans l'œuvre difficile d'organisation de l'industrie qu'ils ont à accomplir à l'époque actuelle de lutte acharnée contre le capital privé ;
- 9° Renforcer la participation des syndicats ouvriers à la direction des organes économiques, au contrôle de leur action et à la sélection des travailleurs économiques ;
- 10° Rapprocher de la production les organisations du Parti dans les entreprises en établissant une information régulière des cellules communistes sur la marche du travail, en faisant participer les cellules à l'examen de l'activité des organes économiques et en encourageant les communistes à rechercher les mesures propres à l'amélioration du travail économique.

c) Pour les salaires :

- 1° Veiller à ce que l'élévation des salaires corresponde exactement à la progression de l'industrie et à l'augmentation du rendement du travail ;
- 2° Etablir des sanctions rigoureuses pour l'irrégularité dans le paiement des salaires. Dédommager intégralement les ouvriers des pertes subies par le fait de la dépréciation de l'argent au cas où leurs salaires leur seraient payés avec un retard ;
- 3° Interdire de délivrer en bloc des tantièmes (1) ; n'en accorder que sur le bénéfice net, et cela seulement aux travailleurs méritoires et avec le consentement des syndicats ouvriers ;
- 4° Améliorer les conditions d'habitation des ouvriers ; accorder des crédits pour la construction des maisons d'habitation en commun à l'usage des ouvriers et des employés soviétiques ;
- 5° Veiller à ce que les cotisations d'assurance soient régulièrement payées afin de pouvoir venir en aide aux prolétaires sans travail qui devront être réembauchés les premiers dès que l'extension de la production le permettra.

d) Pour le commerce extérieur :

- 1° Prendre des mesures pour consolider le monopole du commerce extérieur ;
- 2° Attirer la participation du capital étranger au commerce extérieur, en encourageant l'organisation de sociétés mixtes pour l'exportation et l'importation ;
- 3° Réaliser un plan d'exportation et d'importation conforme au plan économique général du pays et assurant une balance commerciale active (prépondérance des exportations sur les importations et ravitaillement de l'industrie soviétique en matières premières, matériaux, produits semi-fabriqués à bon marché) ;
- 4° Développer le plus possible les crédits affectés à l'exportation.

e) Pour le commerce intérieur :

- 1° Développer l'appareil commercial intérieur, en particulier le réseau des coopératives communales et veiller

à la satisfaction des besoins du consommateur (mettre en vente les marchandises d'usage courant, etc.). Régulariser les rapports de l'appareil commercial avec les intermédiaires privés en soumettant économiquement ces derniers à la coopération et au commerce étatique (réglementation des prix de détail, etc.) ;

- 2° Réglementer d'une façon plus stricte les prix de gros sur les objets de première nécessité et, en premier lieu, sur les objets d'usage courant dans les campagnes ; réglementer également les prix de détail en insistant pour la coopération une majoration maximum du prix de revient, en jetant dans certains rayons des quantités déterminées d'une marchandise pour en faire baisser le prix, et enfin en appliquant une politique de crédit favorisant en premier lieu les organes commerciaux inférieurs ;

- 3° Réglementer le prix du sel, du pétrole et du sucre dans toutes les branches du commerce (coopérations, commerce étatique et commerce privé) ;

- 4° Modifier le système existant de la centralisation des achats par les organes supérieurs. Encourager les transactions directes entre les organisations commerciales inférieures et les entreprises industrielles et entrepôts commerciaux ; modifier en conséquence le système d'octroi des crédits à la coopération et au commerce étatique ;

- 5° Réviser les syndicats existants, supprimer ceux dont l'existence est économiquement injustifiée, limiter l'activité commerciale des autres au commerce de gros ;

- 6° Réviser les tarifs des chemins de fer afin de rendre meilleur marché le transport des lots considérables de marchandises ;

- 7° Réduire les frais généraux du commerce en diminuant la quantité des agences dans les grandes villes et en province, en utilisant comme agents les organes commerciaux coopératifs et étatiques et enfin, en réduisant les dépenses superflues (frais de déplacement, installation, réclames, etc.) ;

- 8° Sélectionner des cadres spéciaux de travailleurs pour renforcer les organes de la coopération et du commerce étatique ;

- 9° Exiger des organes commerciaux une comptabilité exacte et régulière.

f) Pour les finances :

- 1° S'en tenir strictement au budget établi pour l'année ; limiter le déficit à la somme prévue dans le budget ;

- 2° Passer à l'adoption générale de la monnaie stable, cesser l'émission de la monnaie soviétique instable ; émettre, au printemps au plus tard, des coupures inférieures à un tchervonetz et de la menue monnaie d'argent ;

- 3° Abaisser les assises sur les objets d'usage courant et, avant tout, sur le sel, le pétrole et le sucre raffiné ;

- 4° Abaisser le taux de l'intérêt des crédits affectés à l'industrie et aux approvisionnements en céréales ; décentraliser le crédit et le rendre plus accessible aux unités économiques inférieures ;

- 5° Utiliser de toutes façons le rôle régulateur du crédit en coordonnant, par l'intermédiaire de la Commission du Plan et du Conseil du Travail et de la Défense, l'action de la Banque d'Etat et celle des organes dirigeants de l'industrie et du commerce.

g) Pour le Plan :

- 1° Renforcer le rôle de la Commission du Plan dans l'élaboration des plans économiques réels destinés à accorder entre eux les éléments de l'économie nationale et à régulariser les rapports commerciaux au moyen de l'étude de la situation du marché ;

- 2° Etablir une coordination étroite entre les travaux de la Commission du Plan et ceux du Commissariat des Finances, du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, du Commissariat du Commerce Intérieur et des autres Commissariats économiques ; accorder également le plan des travaux de la Section Centrale de Statistique avec celui de la Commission du Plan ;

- 3° Renforcer la Commission du Plan par l'adjonction de nouveaux travailleurs.

(1) Il s'agit des gratifications accordées aux techniciens, en plus de leurs appointements. — N. d. l. R.

LE «COURS NOUVEAU» DU PARTI BOLCHEVIK

Groupements et fractions

La question des groupements et des fractions dans le Parti est devenue le pivot de la discussion. Vu son importance intrinsèque et l'acuité extrême qu'elle a revêtue, elle demande à être traitée avec une netteté parfaite. Or, fréquemment, elle est posée d'une façon erronée.

Nous sommes le seul parti du pays, et, dans la période actuelle de dictature, il ne saurait en être autrement. Les différents besoins de la classe ouvrière, de la paysannerie, de l'appareil étatique et de son effectif agissent sur notre Parti, par l'intermédiaire duquel ils cherchent à trouver une expression politique. Les difficultés et contradictions inhérentes à notre époque, le désaccord temporaire des intérêts des différentes parties du prolétariat, ou du prolétariat et de la paysannerie, agissent sur le Parti par l'intermédiaire de ses cellules ouvrières et paysannes, de l'appareil étatique, des jeunes étudiants. Les nuances d'opinion, les divergences de vues épisodiques peuvent exprimer la pression lointaine d'intérêts sociaux déterminés et, dans certaines circonstances, se transformer en groupements stables ; ces derniers peuvent, à leur tour, tôt ou tard, prendre la forme de fractions organisées qui, s'opposant comme telles au reste du Parti, subissent par là même davantage les pressions extérieures. Telle est l'évolution logique des groupements à une époque où le Parti communiste est obligé de monopoliser la direction de la vie politique.

Qu'en résulte-t-il ? Si l'on ne veut pas de fractions, il ne faut pas de groupements permanents ; si l'on ne veut pas de groupements permanents, il faut éviter les groupements temporaires ; enfin, pour qu'il n'y ait pas de groupements temporaires, il faut qu'il n'y ait pas de divergences de vues, car là où il y a deux opinions, les gens se groupent fatalement. Mais comment, d'autre part, éviter les divergences de vues dans un Parti d'un demi-million d'hommes qui dirige le pays dans des conditions exceptionnellement compliquées et pénibles ? Telle est la contradiction essentielle qui réside dans la situation même du Parti de la dictature prolétarienne et à laquelle on ne saurait échapper uniquement par des procédés de pure forme.

Les partisans de « l'ancien cours » qui votent la résolution du C. C. dans l'assurance que tout restera comme par le passé raisonnent à peu près ainsi : Voyez, on vient à peine de soulever le couvercle de notre appareil que des tendances à des groupements de toutes sortes se manifestent dans le Parti ; il faut rabattre vivement le couvercle et fermer hermétiquement la marmite. C'est de cette sagesse à courte vue que sont imprégnés quantité de discours et d'articles « contre l'esprit de fraction ». Dans leur for intérieur, les partisans de l'appareil estiment que la résolution du C. C. est, ou bien une faute politique qu'il faut tâcher de rendre anodine, ou bien une manœuvre qu'il faut utiliser. A mon avis, ils se trompent grossièrement. Et s'il est une tactique capa-

ble d'introduire la désorganisation dans le Parti, c'est bien celle des gens qui persistent dans l'ancienne orientation, tout en feignant d'accepter respectueusement la nouvelle.

C'est dans les contradictions et les divergences de vues que s'effectue inévitablement l'élaboration de l'opinion publique du Parti. La localiser dans l'appareil chargé de fournir ensuite au Parti le fruit de son travail sous forme de directives, d'ordres, c'est idéologiquement et politiquement stériliser le Parti. Faire participer le Parti tout entier à l'élaboration et à l'adoption des résolutions, c'est favoriser les groupements idéologiques temporaires qui risquent de se transformer en groupements durables et même en fractions. Comment faire ? Est-il possible qu'il n'y ait pas d'issue ? *Est-il possible qu'il n'y ait pas pour le Parti de ligne intermédiaire entre le régime du « calme » et celui de l'émiettement en fractions ?* Non, il en est une, et la tâche de la direction consiste, chaque fois qu'il est nécessaire et particulièrement aux tournants, à trouver cette ligne correspondant à la situation réelle du moment.

La résolution du C. C. dit nettement que le régime bureaucratique est l'une des sources des fractions. C'est là une vérité qui n'a plus guère besoin maintenant d'être démontrée. L'« ancien cours » était bien loin de la démocratie, et pourtant il n'a pas plus préservé le Parti des fractions illégales que la discussion orageuse actuelle qui, on ne saurait se le dissimuler, peut amener la formation de groupements provisoires ou durables. *Pour l'éviter, il faut que les organes dirigeants du Parti prêtent l'oreille à la voix de la masse, ne considèrent pas toute critique comme une manifestation de l'esprit de fraction et ne poussent pas par là des communistes consciencieux et disciplinés à garder systématiquement le silence ou à se constituer en fractions.*

Mais ce n'est là ni plus ni moins qu'une justification de Miasnikov et de ses partisans, — diront les bureaucrates. Pourquoi donc ? Tout d'abord, la phrase que nous venons de souligner n'est qu'un extrait textuel de la résolution du C. C. Ensuite, depuis quand *explication* équivaut-il à *justification* ? Dire qu'un ulcère est le résultat d'une circulation sanguine défectueuse par suite de l'afflux insuffisant d'oxygène, ce n'est pas « justifier » l'ulcère et le considérer comme une partie normale de l'organisme humain. La seule conclusion, c'est qu'il faut le scarifier, aseptiser la plaie et, surtout, ouvrir la fenêtre pour permettre à l'air frais de fournir l'oxygène nécessaire au sang. Mais le malheur est que l'aile la plus combative de l'« ancien cours » est convaincue que la résolution du C. C. est erronée, particulièrement dans son passage sur le bureaucratisme, source de fractions. Et si elle ne le dit pas ouvertement, ce n'est que pour des raisons d'ordre formel, bien en rapport avec sa mentalité imprégnée de ce formalisme qui est l'attribut essentiel du bureaucratisme.

Il est incontestable que les fractions sont un fléau dans la situation actuelle et que les groupements, même temporaires, peuvent se transformer en fractions. Mais, comme le montre l'expérience, il ne suffit nullement de déclarer que les groupements et les fractions sont un mal pour en empêcher l'apparition. On ne les préviendra que par une politique juste, adaptée à la situation réelle.

Il suffit d'étudier l'histoire de notre Parti, ne fût-ce que pendant la révolution, c'est-à-dire pendant la période où la constitution de fractions est particulièrement dangereuse, pour voir que la lutte contre ce danger ne saurait se borner à la condamnation formelle et à l'interdiction.

C'est en automne 1917 qu'a surgi dans le Parti, à l'occasion de la question capitale de la prise du pouvoir, le désaccord le plus redoutable. Le rythme furieux des événements donna une acuité extrême à ce désaccord qui aboutit presque immédiatement à la constitution d'une fraction : sans le vouloir peut-être, les adversaires du coup de force firent bloc avec des éléments n'appartenant pas au Parti, publièrent leurs déclarations dans des organes du dehors, etc. A ce moment, l'unité du Parti tenait à un cheveu. Comment la scission réussit-elle à être évitée ? Uniquement par le développement rapide de la situation et son dénouement favorable. La scission se fût inévitablement produite si les événements avaient traîné en longueur et, à plus forte raison, si l'insurrection s'était terminée par une défaite. Sous la direction ferme de la majorité du C. C., le Parti, dans une offensive impétueuse, passa par-dessus l'opposition, le pouvoir se trouva conquis et l'opposition, très peu nombreuse, mais qualitativement très forte, adopta la plate-forme d'Octobre. La fraction, le danger de scission furent alors vaincus non pas par des décisions formelles sur la base des statuts, mais par l'action révolutionnaire.

Le deuxième grand dissentiment surgit à l'occasion de la paix de Brest-Litovsk. Les partisans de la guerre révolutionnaire constituèrent alors une fraction véritable ayant son organe central. Qu'y a-t-il de vrai dans la récente anecdote, d'après laquelle Boukharine se préparait presque, un moment, à arrêter le gouvernement de Lénine, je ne saurais le dire. Toujours est-il que l'existence d'une fraction communiste de gauche représentait un danger extrême pour l'unité du Parti. Amener alors la scission n'eût pas été difficile et n'eût pas demandé de la part de la direction... un grand effort d'intelligence : il suffisait de lancer l'interdiction contre la fraction communiste de gauche. Néanmoins, le Parti adopta des méthodes plus compliquées : il préféra discuter, expliquer, prouver par l'expérience et se résigner temporairement à cette anomalie menaçante qu'était l'existence d'une fraction organisée dans son sein.

La question de l'organisation militaire provoqua également la constitution d'un groupement assez fort et assez opiniâtre, opposé à la création d'une armée régulière avec un appareil militaire centralisé, des spécialistes, etc. Par moments, la lutte revêtit une acuité extrême. Mais, comme en Octobre, la question fut franchée par l'expérience : par la guerre elle-même. Certaines maladresses et exagérations de la politique militaire officielle furent redressées sous la pression de l'opposition, et cela non seulement sans dommage, mais avec

profit pour l'organisation centralisée de l'armée régulière. Quant à l'opposition, elle s'effrita peu à peu. Un grand nombre de ses représentants les plus actifs participèrent à l'organisation de l'armée où, fréquemment, ils occupèrent des postes importants.

Des groupements nettement accusés se constituèrent à l'époque de la discussion mémorable sur les syndicats. Maintenant que nous avons la possibilité d'embrasser d'un coup d'œil cette période tout entière et de l'éclairer à la lumière de l'expérience ultérieure, nous constatons que la discussion ne roulait nullement sur les syndicats, ni même sur la démocratie ouvrière : ce qui s'exprimait dans ces disputes, c'était un malaise profond du Parti, dont la cause était la prolongation excessive du régime économique du communisme de guerre. Tout l'organisme économique du pays était dans un étai. La discussion sur le rôle des syndicats et de la démocratie ouvrière recouvrait la recherche d'une nouvelle voie économique. L'issue fut trouvée dans la suppression de la réquisition des produits alimentaires et du monopole des céréales et dans l'affranchissement graduel de l'industrie étatique de la tyrannie des directions économiques centrales. Ces décisions historiques furent prises à l'unanimité et elles étouffèrent complètement la discussion syndicale, d'autant plus que, par suite de l'instauration de la *Nep*, le rôle des syndicats eux-mêmes apparut sous un jour complètement différent et que, quelques mois plus tard, il fallut modifier radicalement la résolution sur les syndicats.

Le groupement le plus durable et, par certains côtés, le plus dangereux, fut celui de « l'opposition ouvrière ». Elle refléta, en les dénaturant les contradictions du communisme de guerre, certaines fautes du Parti, ainsi que les difficultés objectives essentielles de l'organisation socialiste. Mais cette fois encore on ne se borna pas à une indication formelle. Sur les questions de la démocratie, on prit des décisions formelles et, sur l'épuration du Parti, on prit des mesures effectives, extrêmement importantes, donnant satisfaction à ce qu'il y avait de juste et de sain dans la critique et les revendications de « l'opposition ouvrière ». Et ce qui est le principal, c'est que grâce aux décisions et aux mesures économiques adoptées par le Parti et dont le résultat fut d'amener la disparition des divergences de vues et des groupements, le 10^e Congrès put, avec des raisons de croire que sa décision ne resterait pas lettre morte, interdire formellement la constitution de fractions. Mais, comme le montrent l'expérience et le bon sens politique, il va de soi qu'à elle seule, cette interdiction ne renfermait aucune garantie absolue ni même sérieuse contre l'apparition de nouveaux groupements idéologiques et organiques. La garantie essentielle, en l'occurrence, c'est une direction juste, l'attention aux besoins du moment qui se reflètent dans le Parti, la souplesse de l'appareil qui ne doit pas paralyser, mais organiser l'initiative du Parti, qui ne doit pas craindre la critique, ni chercher à effrayer par l'épouvantail des fractions. La décision du 10^e Congrès interdisant les fractions ne peut avoir qu'un caractère auxiliaire, mais par elle-même elle ne donne pas la clé pour la solution de toutes les difficultés intérieures. Ce serait du « fétichisme d'organisation » que de croire que, quels que soient le développement du Parti, les fautes de la direction, le

conservatisme de l'appareil, les influences extérieures, etc., il suffit d'une décision pour nous préserver des groupements et des bouleversements inhérents à la formation des fractions. Comprendre ainsi les choses serait faire preuve de bureaucratisme.

Un exemple éclatant nous en est fourni par l'histoire de l'organisation de Pétersbourg. Peu après le 10^e Congrès, qui avait interdit la constitution de groupements et de fractions, surgit à Pétersbourg une lutte d'organisation très vive, qui amena la formation de deux groupements nettement opposés l'un à l'autre. Le plus simple, au premier abord, eût été de lancer l'anathème sur l'un au moins de ces groupements. Mais le P.C. se refusa catégoriquement à employer cette méthode qu'on lui suggérerait de Pétersbourg. Il assumait le rôle d'arbitre entre les deux groupements et, en fin de compte, réussit à assurer non seulement leur collaboration, mais leur fusion complète dans l'organisation. Voilà un exemple important qui mérite d'être retenu et qui pourrait servir à éclairer quelques cerveaux bureaucratiques.

Nous avons dit plus haut que tout groupement important et durable dans le Parti, à plus forte raison toute fraction organisée, avait tendance à devenir le porte-parole d'intérêts sociaux quelconques. Toute déviation peut, dans son développement, devenir l'expression des intérêts d'une classe hostile ou semi-hostile au prolétariat. Or, le bureaucratisme est une déviation, et une déviation malsaine ; cela, il faut l'espérer, ne saurait prêter à contestation. Du moment qu'il en est ainsi, il menace de dévoyer le Parti de la voie droite, de la voie de classe. C'est là précisément qu'est son danger. Mais, fait instructif au plus haut point et en même temps des plus alarmants : ceux qui affirment le plus nettement, avec le plus d'insistance, et parfois le plus brutalement que toute divergence de vue, tout groupement d'opinion, même temporaire, sont une expression des intérêts des classes opposées au prolétariat, ne veulent pas appliquer ce critérium au bureaucratisme. Pourtant, le critérium social est, en l'occurrence, parfaitement à sa place, car le bureaucratisme est un mal bien déterminé, une déviation notoire et incontestablement nuisible, officiellement condamnée, mais nullement en voie de disparition. D'ailleurs, il est bien difficile de le faire disparaître du coup. Mais si, comme le dit la résolution du C.C., le bureaucratisme menace de *détacher le Parti de la masse* et, partant, d'affaiblir le caractère de classe du Parti, il en résulte que la lutte contre le bureaucratisme ne saurait en aucun cas être le résultat d'influences non prolétariennes. Au contraire, l'aspiration du Parti à conserver son caractère prolétarien doit inévitablement engendrer la résistance au bureaucratisme. Evidemment, sous le couvert de cette résistance peuvent se manifester diverses tendances erronées, malsaines, nuisibles. Et l'on ne peut les découvrir que par l'analyse marxiste de leur contenu idéologique. Mais identifier la résistance au bureaucratisme à un groupement qui, soi-disant, servirait de canal aux influences étrangères, c'est être soi-même le « canal » des influences bureaucratiques.

Néanmoins, il ne faudrait pas comprendre d'une façon trop simpliste la pensée que les divergences du Parti, et, à plus forte raison, les groupements ne sont autre chose qu'une lutte d'influences de classe opposées. Ainsi, en 1920, la question de l'invasion de la Pologne a suscité deux courants d'opinions, l'un préconisant une politique plus audacieuse, l'autre prêchant la prudence. Y avait-il

là différentes tendances de classe ? Je ne crois pas qu'on puisse l'affirmer. Il n'y avait que des divergences dans l'appréciation de la situation, des forces, des moyens. Mais le critérium essentiel de l'appréciation était le même chez les deux parties.

Fréquemment, il arrive que le Parti puisse résoudre un seul et même problème par des moyens différents. Et si l'on discute alors, c'est pour savoir lequel de ces moyens est le meilleur, le plus expéditif, le plus économique. Ces divergences peuvent, selon la question, embrasser des couches considérables dans le Parti, mais cela ne veut pas dire nécessairement qu'il y ait là une lutte de deux tendances de classe.

Il n'est pas douteux que nous aurons encore de nombreux désaccords, car notre voie est pénible et les tâches politiques aussi bien que les questions économiques de l'organisation socialiste engendreront infailliblement des divergences de vue et des groupements temporaires d'opinions. La vérification politique de toutes les nuances d'opinion par l'analyse marxiste sera toujours pour notre Parti une mesure préventive des plus efficaces. Mais c'est à cette vérification marxiste concrète qu'il faut recourir et non aux clichés qui sont les instruments de défense du bureaucratisme. On pourra contrôler d'autant mieux l'idéologie politique hétérogène qui s'élève maintenant contre le bureaucratisme et l'épurer de tout élément étranger et nuisible que l'on s'engagera plus sérieusement dans la voie du « nouveau cours ». Or, cela est impossible sans un revirement sérieux dans la mentalité et les intentions de l'appareil du Parti. Mais nous assistons au contraire en ce moment à une nouvelle offensive de ce dernier, qui écarte toute critique de l'« ancien cours », formellement condamné mais non encore liquidé, en la traitant de manifestation de l'esprit de fraction. Si les fractions sont dangereuses — et il en est ainsi — il est criminel de fermer les yeux sur le danger que représente la *fraction bureaucratique conservatrice*. C'est contre ce danger précisément qu'est dirigée en premier lieu la résolution du C.C.

Le maintien de l'unité du Parti est le souci le plus grave de la grande majorité des communistes. Mais il faut le dire ouvertement : s'il est maintenant un danger sérieux pour l'unité ou tout au moins pour l'unanimité du Parti, c'est bien le bureaucratisme effréné. C'est de ce camp que se sont élevées des voix provocatrices. C'est là qu'on a osé dire : nous n'avons pas peur de la scission. Ce sont les représentants de cette tendance qui fouillent dans le passé, y recherchent tout ce qui est susceptible d'introduire plus d'acharnement dans la discussion, raniment artificiellement les souvenirs de l'ancienne lutte et de l'ancienne scission pour accoutumer insensiblement l'esprit du Parti à la possibilité d'un crime aussi monstrueux, aussi funeste qu'une nouvelle scission. On veut opposer le besoin d'unité du Parti à son besoin d'un régime moins bureaucratique. Si le Parti se laissait influencer et sacrifier les éléments vitaux de sa propre démocratie, il n'arriverait qu'à exacerber sa lutte intérieure et à ébranler sa cohésion. On ne saurait exiger du Parti la confiance en l'appareil, lorsqu'on n'a pas soi-même confiance au Parti. Là est toute la question. La méfiance bureaucratique préconçue envers le Parti, envers sa conscience et son esprit de discipline est la cause principale de tous les maux engendrés par la domination de l'appareil. Le Parti ne veut pas des fractions et ne les tolérera pas. Il est monstrueux de croire qu'il brisera ou permettra à qui

que ce soit de briser son appareil. Il sait que cet appareil est composé des éléments les plus précieux incarnant la plus grande partie de l'expérience passée. Mais il veut le renouveler et lui rappelle qu'il est son appareil, qu'il est élu par lui et qu'il ne doit pas se détacher de lui.

A bien réfléchir à la situation créée dans le Parti et qui s'est manifestée d'une façon particulièrement claire au cours de la discussion, on voit que l'avenir se présente sous une double perspective. Ou bien le regroupement idéologique organique qui se produit maintenant dans le Parti sur la ligne des résolutions du C.C. sera un pas en avant dans la voie de la croissance organique du Parti, le début d'un nouveau grand chapitre — et ce sera là l'issue la plus désirable pour nous tous et la plus bienfaisante pour le Parti, qui aura alors facilement raison des excès dans la discussion et dans l'opposition et, à plus forte raison, des tendances démocratiques vulgaires. Ou bien,

passant à la contre-offensive, l'appareil tombera plus ou moins sous la coupe de ses éléments les plus conservateurs et, sous prétexte de combattre les fractions, rejettera le Parti en arrière et rétablira le « calme ». Cette deuxième éventualité sera incomparablement plus douloureuse ; elle n'empêchera pas, il va de soi, le développement du Parti, mais ce développement ne s'effectuera qu'au prix d'efforts et de bouleversements considérables, car cette méthode ne fera qu'alimenter encore davantage les tendances nuisibles, dissolvantes, opposées au Parti. Telles sont les deux éventualités à envisager.

Ma lettre sur le « cours nouveau » avait pour but d'aider le Parti à s'engager dans la première voie, qui est la plus économique et la plus juste. Et j'en maintiens intégralement les thèses, repoussant d'avance toute interprétation tendancieuse ou erronée de la position que j'y ai adoptée.

L. TROTSKY.

Chronique Internationale

ITALIE

L'échec du Syndicalisme fasciste

A une conférence des chefs de l'industrie italienne et des principaux dirigeants du syndicalisme fasciste, tenue le 19 décembre, à Rome, sous les auspices et en présence du président du Conseil, Mussolini, il a été formellement reconnu que le programme et les méthodes du fascisme, dans le domaine syndical, ont fait complètement faillite.

On se rappelle les tentatives acharnées du fascisme, avant et après son avènement au pouvoir, de créer un mouvement syndical à son service. On se rappelle également que ces tentatives, pour avoir donné des résultats relativement favorables parmi les travailleurs des campagnes, ont complètement échoué en ce qui concerne les ouvriers industriels. Il a été facile aux fascistes, vu les conditions de vie et de travail des paysans pauvres et des journaliers, dispersés dans les villages et seulement unis par de faibles liens syndicaux, de détruire les organisations socialistes des travailleurs agricoles et de contraindre, par la terreur et le boycottage économique, les masses laborieuses de la campagne d'entrer dans les corporations fascistes.

Les choses ont pris une toute autre tournure chez les ouvriers industriels, à l'exception toutefois des cheminots, exposés aux mesures coercitives de l'Etat, sur les têtes desquels la menace de la révocation est toujours suspendue, et des travailleurs des ports possédant déjà une organisation d'un esprit foncièrement corporatif et dépendant, dans son action, de la situation du trafic maritime, du mouvement des ports italiens qui accusent des degrés inégaux de prospérité, en relation directe avec le bilan des exportations et des importations et les grands achats périodiques de blé, de charbon et de café.

Dans les grandes villes industrielles, les fascistes ont seulement réussi à rassembler des grou-

pes épars, presque toujours constitués de chômeurs et d'éléments criminels, auxquels la carte d'adhérent au fascio assurait l'impunité des actes de sabotage, des vols commis à l'atelier et des actes de violence contre les chefs d'équipe. Il restait donc nécessaire à la politique fasciste de conquérir les masses prolétariennes.

Le gouvernement fasciste ne peut se maintenir au pouvoir que tant qu'il rend la vie impossible à toutes les organisations non fascistes. Mussolini a fondé son pouvoir sur l'appui de couches profondes de la petite bourgeoisie qui, n'ayant aucune fonction dans la production et ignorant, en conséquence, les antagonismes et les contradictions résultant du régime capitaliste, croyaient fermement la lutte de classes une invention diabolique des socialistes et des communistes. Toute la conception « hiérarchique » du fascisme résulte de cet esprit petit-bourgeois. De là le concept de la société moderne formée d'une série de petites corporations organisées sous le contrôle de l'élite fasciste, dans lequel se trouvent concentrés tous les préjugés et tous les penchants utopistes de l'idéologie petite-bourgeoise. De là la nécessité de créer un syndicalisme « intégral », revu du syndicalisme démocratique chrétien où l'idée de la nation, élevée à la divinité, est substituée à l'idée religieuse.

Seulement, ce beau programme a été répudié par les industriels. Ils se sont refusés à donner leur adhésion aux corporations *nationales* fascistes, bref à se soumettre au contrôle des Rossi et Cie. Les fascistes, répondant au refus des industriels, se sont livrés, il y a quelques mois, à une propagande démagogique de grand style, allant jusqu'à inciter les ouvriers des métaux et du textile à préparer la grève générale. Cette campagne contre les industriels a atteint son point culminant après la visite de Mussolini à l'usine Fiat, à Turin, à l'occasion de l'anniversaire de la marche fasciste sur Rome. Les ouvriers de la Fiat, assemblés au nombre de 6 à 7.000, pour entendre parler Mussolini, dans une cour de l'usine, firent au chef fasciste un accueil nettement hostile. Les

fascistes accusèrent alors les industriels de Turin d'entretenir l'esprit antifasciste dans les masses, de préférer négocier avec les syndicats réformistes, de renvoyer des ateliers les ouvriers fascistes, d'empêcher par là les corporations nationales de se développer, etc. Ils allèrent jusqu'à se livrer, dans un café, à des violences personnelles contre le chef de la maison Fiat, le sénateur Jean Agnelli.

La situation est devenue grave et pour les industriels et pour le gouvernement. Le comité syndical du Parti communiste est intervenu dans la lutte en invitant les masses ouvrières à participer à la lutte contre les industriels, bien qu'elle fût déclenchée sur l'initiative fasciste, et à élargir le mouvement. Mais l'action fut subitement interrompue sur l'ordre des dirigeants du *fascio*, sur quoi eut lieu la réunion du 19 décembre. Dans le discours qu'il a prononcé à cette conférence, Mussolini a reconnu l'impossibilité de réunir, dans un même syndicat, ouvriers et patrons. Le « syndicalisme intégral » ne peut, d'après Mussolini, s'appliquer que dans le domaine agricole. Les fascistes doivent respecter l'indépendance des organisations industrielles en s'efforçant d'empêcher les conflits de classes de se produire. Le sens de ce discours est clair. Les fascistes renoncent non seulement à l'apparence d'une lutte contre les industriels, mais même à leur tentative de concilier, par leur arbitrage et sous leur contrôle, les intérêts de classe ; ils ne se donnent plus pour tâche que d'organiser les ouvriers... pour les livrer pieds et poings liés aux capitalistes.

C'est le commencement de la fin du syndicalisme fasciste. Tout de suite après la conférence, de nombreux propriétaires fonciers ont élevé de vives protestations contre le traitement différent que le fascisme fait à l'industrie et à l'agriculture. Ils ont dénoncé les violences des organisations syndicales fascistes commises contre les propriétaires, afin de les contraindre à respecter des contrats de travail déclarés naturellement par ces derniers, absurdes et contraires à l'intérêt national ; ils exigèrent la reconstruction de la Confédération fédérale de l'agriculture, absorbée par la corporation fasciste.

A Parme, les conflits entre fascistes et agrariens ont déjà provoqué toute une série d'incidents. A Reggio Emilia, le député Corgini, ancien sous-secrétaire d'Etat au gouvernement de M. Mussolini, a été expulsé par les fascistes.

On voit par là le succès complet de la tactique adoptée par notre Parti pour démasquer devant les masses les dirigeants fascistes, qui n'étaient point avares de gestes grandiloquents contre les industriels. Les fascistes ont, certes, encore la satisfaction de voir assister à leurs réunions des milliers d'ouvriers ; mais on a réussi à les mettre au pied du mur, à leur faire renier leurs propres revendications, à les discréditer devant les éléments même les plus arriérés des masses laborieuses. Si cette tactique se généralise et s'étend également aux campagnes, la désagrégation du fascisme en sera hâtée, de même que la réorganisation des forces révolutionnaires.

Cette tactique, il est vrai, rencontre des adversaires dans la personne des socialistes réformistes et maximalistes, installés à la direction des Centrales des syndicats légaux, maitres aussi, d'ailleurs, des seuls journaux prolétariens qui se publient encore en Italie. Socialistes et maximalistes démontrent ainsi une fois de plus qu'ils ne veu-

lent pas combattre réellement le fascisme. Certes, ils courraient un grand danger, s'ils prétendaient affronter le fascisme pour lui contester, au sein de ses propres organisations, le contrôle et la direction des masses. Est-ce une raison suffisante pour se dérober ? D'autre part, il est certain que de larges masses non seulement d'ouvriers agricoles, mais aussi d'ouvriers d'usines, n'ayant aucun autre moyen de lutter contre la bourgeoisie, se laisseraient entraîner par la démagogie fasciste, espérant ainsi faire rendre gorge aux patrons. L'intransigeance des réformistes et des maximalistes ne porte pas, à la vérité, contre le fascisme, mais contre la partie la plus pauvre et la plus arriérée du prolétariat. Pour comble, cette intransigeance manque de logique et n'admet que trop de concessions pratiques aux détenteurs fascistes du pouvoir.

G. MASCI.

ETATS-UNIS

Les rapports avec la Russie soviétique

La question des relations avec la Russie soviétique est aujourd'hui, aux Etats-Unis, à l'ordre du jour. Nombre de sénateurs et de membres du Congrès ont visité cet été la Russie soviétique. Des hommes d'affaires et des banquiers l'ont explorée en tous sens. Tous, à l'exception du député au Congrès, Britten, se sont déclarés en faveur de relations plus étroites avec la Russie. Quelques-uns sont même allés jusqu'à demander la reconnaissance du gouvernement soviétique.

La discussion actuelle portant sur cette question est le point culminant d'une campagne conduite au cours de cette année par le sénateur Borah. Borah, quoique empêché cet été de visiter la Russie soviétique, a été le champion déclaré de la reconnaissance des Soviets. Il a réussi à faire accepter son point de vue par de nombreux industriels et financiers.

L'adhésion de ces hommes d'affaires et de ces banquiers à la campagne en faveur de la reconnaissance des Soviets s'explique par des besoins pratiques. La production d'acier aux Etats-Unis a augmenté avec une rapidité colossale. Le pays n'a pas été en mesure d'employer dans ses industries tout l'acier produit. La haute conjoncture économique, qui avait commencé il y a un an, appartient aujourd'hui au passé ; les aciéries commencent à ralentir leur activité. L'*United States Steel Corporation* (le trust de l'acier) ne travaille actuellement qu'avec 80 % de sa capacité de production, contre 95 % dans la période de haute conjoncture ; les aciéries indépendantes ont réduit la production jusqu'à 60 et 70 % de leur capacité de travail. Les Etats-Unis regorgent de fer et d'acier. Il n'y a plus guère de commandes inexécutées.

Plusieurs années durant, pendant et après la guerre, les Etats-Unis avaient montré un intérêt croissant pour le marché sud-américain. Or, l'Amérique du Sud n'est pas à même d'acheter beaucoup à l'industrie nord-américaine, vivant surtout elle-même de l'exportation de ses matières en Europe. Or, l'Europe appauvrie n'est plus acheteur pour les produits d'outre-mer, et le commerce extérieur de l'Amérique du Sud se trou-

vant ruiné, elle n'offre plus aux Etats-Unis qu'un marché très restreint. Aussi les fabricants américains de l'acier se tournent-ils vers le plus grand marché du monde : la Russie soviétiste. Les récits des « audacieux voyageurs yankees » qui l'ont « explorée », ont convaincu les industriels américains de la solvabilité de la Russie soviétiste, où l'industrie et l'agriculture se relèvent peu à peu sur des bases solides. Ils ont la ferme conviction que le communisme russe est entré dans une période de décomposition, au bout de laquelle ils entrevoient, avec un optimisme borné, la renaissance du capitalisme, et sont convaincus qu'on peut faire des affaires excellentes sur la base de sains principes commerciaux.

L'occupation de la Ruhr et la réunion du fer d'Alsace-Lorraine avec le charbon de la Ruhr ont créé, pour la France, une situation très avantageuse, qui fait d'elle, sur le marché mondial de l'acier, une rivale dangereuse. Les Etats-Unis ne regardent pas la concurrence française avec indifférence. La France, de son côté, cherche à renouer des relations avec la Russie soviétiste. Plusieurs missions commerciales françaises ont visité, en 1923, la Russie soviétiste. Des missions anglaises, qui en ont fait autant, se sont déclarées, dans leurs rapports, favorables au rétablissement de larges relations commerciales avec la Russie. Les Etats-Unis seuls restent à l'écart. Leur position en Europe en est gravement compromise.

Les agriculteurs américains (farmers) se trouvent dans une situation très grave. Le marché est inondé de blé invendu : 200 millions de bushels de l'année dernière, plus 160 millions provenant des récoltes de 1923. Et cela malgré une réduction sérieuse de la production de blé. Les farmers ont exigé la réduction des tarifs de chemins de fer comme un des seuls moyens d'améliorer leur sort.

En 1923, les chemins de fer se faisaient payer, en frais de transport, 13 % du prix du blé ; en 1923, ils en prélèvent 47 %. Les Compagnies de chemins de fer, toutes-puissantes, ont opposé un refus formel aux revendications des agriculteurs. Ceux-ci ont pensé à reprendre les affaires avec l'Allemagne. La situation chaotique de l'Allemagne, depuis l'occupation de la Ruhr, y met obstacle. Lorsque M. Coolidge annonça que 150 millions de dollars de crédit seraient accordés à l'Allemagne pour l'achat de vivres aux Etats-Unis, les farmers applaudirent chaudement à cette mesure. Cet emprunt projeté a néanmoins été enterré. L'Amérique ne croit pas encore le moment venu pour intervenir dans les affaires allemandes.

Les farmers sont terrifiés par les nouvelles qui leur arrivent de l'exportation des blés russes. Le blé russe est meilleur marché que le blé américain. Aussi le farmer américain se voit-il menacé de perdre, du fait de la concurrence russe, le marché européen. Et il demande à son gouvernement de se mettre d'accord avec les paysans russes pour fixer le prix du blé sur le marché mondial. L'Amérique se prépare aux élections. Les six millions de voix des farmers ne sont pas à dédaigner. M. Coolidge semble, en effet, leur prêter oreille. Sa manœuvre électorale ne manque pas d'habileté.

Avant le tremblement de terre qui a dévasté le Japon, la puissance croissante du Japon en Extrême-Orient avait été pour l'Amérique une source permanente d'inquiétude. Le séisme a mis, pour quelque temps, fin aux efforts de l'impérialisme japonais, bien que le gouvernement de Tokio ait

affirmé ses conséquences beaucoup moins graves. Si la situation en Extrême-Orient n'avait pas été brusquement modifiée par le cataclysme, l'Amérique, tôt ou tard, aurait dû faire appel à l'aide de la Russie soviétiste. Dans l'état actuel des choses, l'Amérique profitera de l'infériorité temporaire du Japon pour se rapprocher de la Russie soviétiste, en vue de ses difficultés ultérieures.

Le secrétaire d'Etat, Hughes, demeure pourtant irréconciliable. Il se proclame l'adversaire des relations avec la Russie soviétiste, celle-ci n'étant pas « qualifiée » pour entrer en contact avec les nations « civilisées ». Il déclare catégoriquement, comme au printemps dernier, que l'Amérique ne pourrait rien avoir de commun avec la Russie bolcheviste. Discutant tout récemment, en conseil du cabinet, à Washington, de la question russe, il posait l'alternative suivante : maintenir le *status quo* ou reconnaître *de jure* le gouvernement des Soviets. Pur bluff ; M. Hughes est de ceux qui résisteraient jusqu'au bout à toute tentative de reconnaissance des Soviets. Il sera probablement élu candidat du Parti républicain à la présidence. Si M. Coolidge essaie de désarmer les radicaux et de se les rendre favorables, Hughes surenchérra de radicalisme, voilà tout.

Samuel Gompers est un autre ennemi irréductible de la Russie soviétiste. Au dernier congrès de l'*American Federation of Labor*, il s'est trouvé une majorité écrasante pour repousser une motion réclamant la reconnaissance de la Russie soviétiste. Gompers n'a toutefois pas derrière lui les masses syndicales. Sa position et celle de l'A. F. of L. vis-à-vis des questions politiques n'a guère d'importance réelle pour les masses ouvrières américaines. M. Coolidge le sait et ne fait pas grand cas de Gompers. Et le fait est avéré que de larges masses ouvrières, sans manifester des sympathies pour la Russie soviétiste, demandent qu'on lui accorde une paix formelle.

Ainsi, la situation politique, industrielle et financière achemine les Etats-Unis au rétablissement des rapports avec la Russie soviétiste.

I. AMTER.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même adresse.

Ce que disent les militants

Problèmes de l'heure

Une année de gestion. — Nul ne contestera le travail énorme accompli par la direction du Parti. Mais un Parti communiste doit, non se décerner des éloges, mais faire sa propre critique et voir le travail qui reste à accomplir.

Le rapport politique. — Notre camarade Treint a envoyé un document intitulé : « Vers un Parti communiste ». En accord avec notre camarade Souvarine, nous ne pouvons accepter cela comme un rapport collectif de la Direction, mais comme une opinion personnelle de notre camarade Treint. Aussi ne lui accorderons-nous que la valeur d'un élément de discussion sur lequel aucun vote ne saurait avoir lieu.

Nous enregistrons que le titre : « Vers un Parti communiste » confirme notre conception que le Parti n'est pas encore complètement communiste, et relevons que notre camarade Treint reconnaît quelques erreurs commises par la Direction.

Le centralisme mécanique. — Par réflexe contre le laisser aller des années précédentes, nous avons versé dans un centralisme exagéré. Le Comité directeur, bâti sur le principe de la proportionnelle, s'est déchargé de ses droits au profit du Bureau politique ; le Bureau politique s'est dépouillé de ses droits au profit du secrétariat. Ainsi que le remarque Souvarine : « C'est la maison bâtie sur les toits... »

Sans vouloir verser dans les travers anciens, il nous faut changer nos méthodes de travail et donner à notre appareil un peu plus de souplesse.

L'organisation du Parti. — Notre Parti doit transformer ses délégués permanents régionaux en secrétaires de région, non par le changement du titre, mais par l'établissement d'un organisme nouveau. Le C. D. ne doit pas être composé uniquement de fonctionnaires, la majorité doit être pris en dehors des camarades appointés.

Le secrétariat doit être unique, afin de mieux coordonner le travail, mais chacun des membres du B. P. doit être considéré comme un secrétaire adjoint ayant des attributions spéciales.

Le Comité directeur. — Nos thèses de la prolétarisation du C. D., que nous défendions l'an dernier, n'ont rien perdu de leur valeur. Il serait utile que les noyaux de syndicats et d'usines de la Seine se réunissent à l'effet de nommer douze ou treize candidats pris parmi les ouvriers travaillant à l'usine et parmi les camarades investis d'un mandat syndical.

Ainsi s'affirmera, plus étroit, le lien qui doit unir la direction du Parti et les masses prolétariennes.

Il ne s'agit pas d'une tactique ayant une valeur de principe, mais d'un remède à notre insuffisance de contact direct avec le prolétariat.

Le C. D. doit se réunir une fois par semaine, non seulement pour enregistrer le travail du B. P., mais pour lui donner ses directives.

Le Bureau politique. — Le B. P. est composé de 7 membres. Ils doivent être dégagés de toute obligation parlementaire ou journalistique, car ils

ont un travail particulier de direction politique qui ne saurait leur laisser le temps de s'occuper d'autres besognes.

Le Secrétaire général (Politique) serait aidé par six adjoints se répartissant le travail comme suit :

- Un intérimaire au secrétariat politique,
- Un secrétaire international et son intérimaire,
- Un secrétaire syndical et son intérimaire.
- Un secrétaire du Bureau d'organisation.

La région. — La Fédération ne correspond plus, comme division, aux nécessités du Parti. La région est dirigée par un Comité régional composé de délégués de secteurs géographiques. (Délégués élus par un congrès interfédéral.) Il se réunit mensuellement. Il examine le rapport à envoyer au centre, contrôle l'activité du personnel régional et lui trace les lignes générales de son activité pour le mois suivant.

La région est dotée du matériel permettant la transmission rapide des directives du centre et la documentation des militants.

Les secrétaires régionaux sont présentés par la Région et ratifiés par le C. D.

Critiques politiques. — Bien que le document Treint et les articles de Souvarine reconnaissent le bien-fondé de certaines critiques, il est bon que nous signalions certaines d'entre elles.

Des maladresses ont été commises dans l'application de la tactique du Front unique. Le Bloc ouvrier est venu trop tardivement. La préparation fut nettement insuffisante. Le système de la lettre ouverte, que seuls les lecteurs de l'*Humanité* connaissent, est inopérant.

Nos noyaux de syndicats et nos cellules d'usine doivent être saisis de nos propositions concrètes, et ce n'est qu'après une préparation méthodique que des propositions doivent être faites aux organisations dites d'avant-garde.

Naturellement, notre critique ne diminue en rien la valeur de l'effort tenté ; elle n'a d'autre but que celui d'éviter le retour des erreurs unanimement reconnues.

Tactique électorale. — Elle peut se diviser en trois points :

- Le programme de la campagne électorale,
- Le Bloc ouvrier et paysan.
- Le choix des candidats.

A notre avis, c'est par erreur que le Centre a annoncé, comme programme du Parti, les revendications immédiates : assurances sociales, hygiène, programme financier, des marins, des soldats.

Ces revendications doivent figurer dans le programme de la bataille électorale et non dans le programme doctrinal et tactique d'un Parti communiste.

Le Bloc ouvrier et paysan doit apparaître comme une tactique de classe, tendant à unir tous les travailleurs et non comme une alliance de partis. L'alliance est un moyen, le bloc de classe est un but.

Nous enregistrons avec joie que nos craintes sur les entorses possibles aux décisions du 4^e Congrès mondial ne sont pas justifiées, mais nous de-

vons mettre le centre du Parti en garde contre un optimisme dangereux.

Vivant la vie de Paris, et n'ayant comme base de jugement que la Fédération profondément communiste de la Seine, nos camarades du C. D. ne se rendent pas compte de l'insuffisance communiste de certaines fédérations et des survivances d'appétits électoraux, plus ou moins dissimulés sous des différences d'interprétation.

Sur le programme de l'Internationale. — Nous ne pouvons comprendre la raison d'un programme du Parti français, Parti international ; nous devons avoir un programme international.

Le programme déposé par notre camarade Boukharine — exception faite des passages controversés — peut servir de base à l'ouverture d'une discussion.

Il est bon que nous disions *pourquoi nous sommes communistes*, afin de faire comprendre aux inorganisés la justesse de nos revendications fondamentales et la nécessité d'un parti.

Il faut expliquer également la partie constructive de notre programme, *ce que sera le communisme*. Ainsi, nous éviterons la critique de ceux qui, reconnaissant le bien-fondé de nos critiques, se refusent à nous suivre par crainte du lendemain.

Mais, plus que toute autre chose, il nous faut expliquer les moyens d'arriver au communisme, sans oublier la naissance d'un Etat prolétarien, ses rapports avec la population et avec le prolétariat, ainsi que les rapports entre le prolétariat des pays voisins et l'Etat prolétarien.

A l'heure actuelle, nous ne rencontrons des objections sérieuses que dans la critique de la Russie, et nos propagandistes, insuffisamment documentés, s'ingénient à chercher des excuses au lieu de situer le débat sur son véritable terrain.

Tels sont, à notre avis, les problèmes les plus importants que notre Congrès de Lyon aura à résoudre.

Roger RIEU.

**

Le gouvernement ouvrier et paysan

Un passage de la thèse de Louis Sellier sur le programme du Parti communiste, lu le même jour que l'article de notre camarade Duret, montre bien la différence totale entre les deux conceptions du gouvernement ouvrier et paysan.

Ainsi, le camarade Sellier écrit : « Seul un Parlement ouvrier et paysan peut édicter et faire exécuter les mesures législatives indispensables pour débarrasser la production du fardeau des fortunes pyramidales qui écrasent le pays... *Gouvernement ouvrier et paysan tout de suite, dictature du prolétariat au lendemain de la Révolution sociale.* »

C'est donc bien clair : Sellier pense qu'avant tout mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire dans le cadre de la démocratie bourgeoise, un gouvernement ouvrier et paysan est capable de réaliser le programme qu'il se sera assigné ; qu'il pourrait, par exemple, établir non pas un impôt annuel sur le capital, mais un prélèvement unique sur celui-ci, opérer la saisie des valeurs accumulées par les grandes firmes individuelles ou collectives, armer le prolétariat et désarmer la bourgeoisie, et tout cela sans violences.

La bourgeoisie, cela ne fait aucun doute, opposera à toutes les mesures de ce gouvernement qui ne s'appuiera que sur une majorité parlementaire, une résistance acharnée. Donc, pour pouvoir vivre, se développer, appliquer le programme qu'il se sera assigné, ce gouvernement devra livrer des combats révolutionnaires et s'appuyer sur une masse ouvrière et paysanne bien organisée pour lutter contre la bourgeoisie. Or, c'est cette organisation de classe qui n'existe pas encore en France et que les communistes doivent d'abord travailler à fonder.

Après la création des Conseils d'usine, il n'est même pas encore possible de créer un véritable gouvernement ouvrier et paysan ; mais cette organisation pourra engager les combats révolutionnaires à la suite desquels elle s'installera et s'appuiera, non pas sur un bloc parlementaire, mais sur la classe prolétarienne organisée ; elle vaincra sans peine la bourgeoisie.

Ce bloc parlementaire ne pourrait être qu'une coalition des socialistes réformistes et des communistes, et à ce sujet, les derniers événements d'Allemagne ont montré la confiance que nous pouvions avoir dans les socialistes, qui, dans les événements critiques, ne craignent pas de passer à la bourgeoisie.

Le gouvernement ouvrier qui naît à la suite d'un mouvement révolutionnaire dirigé par les Conseils d'usine est issu de la masse dont une minorité est communiste et dont la majorité est encore inféodée aux principes démocratiques. Ensuite, cette masse est amenée à reconnaître dans la tactique et les principes communistes — après la trahison des social-démocrates qui ne manquera pas de s'accomplir — le seul remède capable de faire disparaître à jamais la vieille société. Alors, la classe ouvrière et paysanne, définitivement éloignée des préjugés démocratiques et réformistes, reconnaîtra que sa fraction communiste est son véritable guide. C'est alors que commence la dictature du prolétariat, le pouvoir de la classe ouvrière dirigée par les communistes.

A ce sujet, les récentes expériences tentées par nos camarades allemands en Saxe et en Thuringe ont clairement démontré l'impossibilité d'un gouvernement ouvrier parlementaire et la nécessité d'installer celui-ci par la violence. En France, comme ailleurs, la bourgeoisie ne laisserait pas instaurer paisiblement un gouvernement de la classe ouvrière, et le fascisme aurait bientôt fait de se substituer à ce gouvernement et d'écraser la classe ouvrière, la légalité n'embarassant pas les bourgeois lorsque le coffre-fort est en jeu.

C'est donc une illusion dangereuse que cette idée de la possibilité d'une coalition parlementaire ouvrière et paysanne, dans le cadre de la démocratie, car elle risque de faire passer les questions électorales au premier plan des préoccupations des membres du Parti ; elle excite aux concessions honteuses dont l'unique but est de gagner quelques sièges. Et l'on retombe dans la boue électorale dont le Parti a eu grand mal à se dégager.

Nous devons, au contraire, profiter du fait que les réunions sont bien plus suivies en période électorale pour y exposer clairement le point de vue communiste sans arrière-pensée, dans les milieux paysans comme dans les cités ouvrières. Il faudra également y diffuser le mot d'ordre de la constitution de Conseils d'usine et des Conseils d'exploitation pour les ouvriers agricoles. Nous aurons ainsi fait un bien plus grand pas vers la révolution so-

ciale que si nous obtenions la majorité des sièges au Parlement.

Si, d'autre part, nous faisons un bloc électoral, nous ne pourrions pas dénoncer les socialistes allemands qui, dans les luttes révolutionnaires dont le pays a été le théâtre, ont trahi la classe ouvrière et laissé assassiner les meilleurs de ses militants, puisque figureraient sur la même liste, auprès des candidats communistes, des socialistes français membres de la même Internationale que les assassins de la classe ouvrière comme Noske et Scheidemann.

Ce n'est donc pas d'élections, qui nous seraient plus ou moins favorables, que nous attendons la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, mais de la constitution des Conseils d'usine, après des combats révolutionnaires qui briseront les cadres de la bourgeoisie. Ainsi, après la révolution sociale, ce gouvernement des masses ouvrières sera viable parce qu'il s'appuiera sur une solide organisation de classe.

André GRAS.

Le camarade Barré, délégué régional, exprime l'avis des nombreux militants qu'il rencontre dans ses tournées en confirmant l'intérêt porté aux discussions du Parti russe :

Les articles et commentaires sur le redressement et la crise du parti frère de Russie sont attentivement lus et commentés. Je vois suffisamment de camarades militants pour t'en donner la certitude. Il est impossible de rester indifférent devant les nouvelles tâches et les nouveaux problèmes auxquels doivent faire face nos amis russes. Et autant que nous en puissions juger avec notre imparfaite documentation, il nous apparaît que les décisions du C.C. du Parti bolchevik et l'article de Zinoviev étaient utiles et nécessaires.

Qui de nous ne sent pas que le passage du communisme de guerre au communisme de paix ne peut se franchir sans secouer des habitudes, des routines qui s'implantent même chez les meilleurs. S'adapter à la paix et aux nouvelles conditions économiques nationales dont la Nep est l'expression, ne va pas sans difficultés, tout le monde le sent. Dans un pays où pendant longtemps encore les bases économiques auront pour assises la production agricole, il faudra s'attendre, de la part d'un parti qui doit assumer la difficile tâche d'un développement économique complet, à toutes les manifestations audacieuses d'une vie intérieure conforme aux exigences de la situation.

Crois-moi, mon cher Souvarine, tous nos camarades quelque peu fiers de leur titre de communiste font leur profit de ce puissant travail d'autocritique que seuls encore nos frères russes pratiquent avec tant de bons résultats.

Si nous nous taisons, les uns et les autres, devant des problèmes difficiles, c'est que nous craignons que nos jugements soient encore le produit d'une éducation communiste incomplète. Notre parti, pauvre en cadres, a dû rejeter tout ce que le passé — c'est-à-dire les enseignements des maîtres du socialisme de guerre — lui avait inculqué d'erreurs et d'utopies. Il lui a fallu se forger une nouvelle mentalité révolutionnaire à l'école des maîtres de Russie, mais la pensée de nos amis bolchevicks a subi, en France, tant de déformations depuis la scission que le travail d'assimilation révolutionnaire ne fait que commencer dans notre Parti communiste. C'est, à mon sens, ce qui explique le silence que tu sembles regretter.

Certes, il y a beaucoup à dire et plus encore à

faire, mais nos camarades sentent combien ils ont besoin de se former. Ne crois-tu pas, d'ailleurs, que c'est là une des principales tâches qui incombent à la direction du Parti ? Et lorsque nos camarades se sentiront formés, ils parleront, sois-en sûr.

Mais toi, continue ton utile besogne. Parle-nous de nos grands frères russes. Aucun membre du Parti communiste français ne s'en plaindra.

* *

Voici une lettre d'un modeste cultivateur, le camarade DeFrance, du Pas-de-Calais. Elle traduit très clairement une solide opinion communiste de ce camarade, probablement inconnu du Parti et inutilisé. Combien nous avons ainsi d'éléments qui ne demandent qu'à se développer et à jouer un rôle utile au mouvement communiste ! A noter que nous publions cette lettre sans retouche, ce qui prouve que l'auteur pourrait et devrait collaborer régulièrement à notre journal régional et à la Voix Paysanne.

Petit paysan cultivateur, j'ai suivi avec attention les articles de Marcel Ollivier et de Borel parus récemment dans le « B. C. », et je vais essayer pour ma faible part, dans l'espoir d'être quelque peu utile à mon Parti, de donner, moi aussi, quelques appréciations sur le sujet traité par nos deux camarades.

Tout d'abord, avec Ollivier, je suis absolument persuadé que malgré certaines raisons spéciales à l'agriculture, principalement la sous-consommation des paysans, le développement économique de l'agriculture sera le même que celui de l'industrie. Je suis même convaincu que nous ne tarderons pas à voir s'opérer la concentration agricole.

J'estime, en effet, que la concentration industrielle achevée, nous verrons certains moyens industriels évincés du marché ou libérés de certains travaux industriels, diriger leurs appétits vers la campagne, agrandir les propriétés qu'ils y possèdent déjà, installer des fermes modernes qu'ils mettront dans les mains d'un gérant et pratiquer la culture en grand avec les outils les plus perfectionnés. Les plus gros cultivateurs les imiteront et les petits paysans cultivateurs seront ainsi forcés de devenir des ouvriers paysans ou des ouvriers d'industrie.

J'estime aussi que la grande exploitation sera supérieure à la petite, principalement dans les terrains assez durs que le petit cultivateur n'arrive pas à remuer suffisamment.

En ce qui concerne notre programme agraire, immédiatement après la prise du pouvoir, je crois qu'il sera bon de créer des coopératives de production là où la concentration de la terre sera la plus avancée, la socialisation y étant en quelque sorte presque établie. Dans les régions où la concentration est moins avancée, il sera préférable de donner la terre au paysan pour sa vie entière. Je pense, d'ailleurs, que même dans ce dernier cas, nous provoquerons une augmentation de la production, surtout chez les petits fermiers.

Ceux-ci, ayant la certitude de conserver leurs terres, pourront les améliorer, soit en les chaulant, soit en drainant, etc., etc. Tandis que sous le régime actuel, ils ne peuvent le faire, parce qu'ils sont à la merci de leurs propriétaires ou d'un acheteur quelconque.

Sarvent aussi, lorsqu'ils savent qu'ils doivent abandonner leurs terres, ils les négligent et ne

les fument plus les deux ou trois dernières années et la production est beaucoup moindre.

Je veux, maintenant, examiner les moyens à employer pour gagner les paysans à notre cause.

Tout d'abord, l'antimilitarisme ; les paysans ayant terriblement souffert de la guerre.

Il serait bon aussi d'inscrire dans notre programme de réalisations immédiates, l'exonération totale d'impôts des paysans ne cultivant pas plus de cinq hectares et ne faisant pas d'autres travaux que ceux des champs.

Maintenant, d'après les chiffres cités par Borel, nous constatons qu'environ 60 % des habitants de la campagne sont des ruraux travaillant dans des industries quelconques. J'estime que c'est par ces ruraux ouvriers d'industrie que nous arriverons le mieux à notre but. Il faudrait donc que nos militants travaillent plus fortement que jamais les camarades des petites localités. Parmi les camarades du rail notamment, il y a beaucoup de fils de cultivateurs qui jouissent d'une certaine instruction, adhèrent souvent au syndicat, mais qui se désintéressent de l'action politique révolutionnaire.

Efforçons-nous donc de les gagner en leur montrant la nécessité de cette action, et lorsque nous en aurons fait des communistes et qu'ils retourneront chez leurs parents, leur frères, leurs amis, ils leur démontreront à leur tour que seul le communisme est capable de sauver tous les ouvriers et paysans et l'humanité tout entière.

*
**

Le camarade Bruyère traite dans sa lettre de la situation intérieure de notre Parti, qu'il apprécie à la lumière des discussions du Parti russe. Il n'est pas interdit de comparer tel Parti à tel autre, mais le rapprochement ne peut être utile qu'à la condition de ne pas perdre de vue ce qui différencie.

Continuez à nous renseigner sur la vie du Parti en Russie, cela offre pour les militants qui travaillent le plus sérieux intérêt.

N'est-ce pas, notamment, la discussion de nos camarades russes sur le centralisme étroit qui s'est instauré dans leur organisation, qui a en quelque sorte concrétisé nos pensées concernant les imperfections existant dans la nôtre ?

Nous voici, nous communistes français, à l'occasion des préparatifs de notre Congrès de Lyon, attelés à la même besogne qu'eux. Le mal dont souffre le Parti russe tient à la difficulté qu'éprouvent nos camarades de là-bas, habitués aux tâches héroïques, à s'adapter aux besognes pratiques qui suivent la consolidation du pouvoir.

La formule du centralisme démocratique, appliquée tout à coup en France, où les hommes sont habitués aux bavardages qui sont le fruit du démocratisme bourgeois, ne pouvait manquer d'y être déformée.

Par réaction contre l'ancien état d'esprit, les hommes de la nouvelle génération, de bas en haut, ne retinrent pour ainsi dire de leur formule « centralisme démocratique » que le mot « centralisme ». Dans notre désir de supprimer les palabres, dans notre ardent désir d'agir, nous en sommes arrivés à supprimer la délibération ou la discussion sur l'action à conduire. Dans nos fédérations, les conférences où l'on va pour recevoir des instructions ont été nombreuses, mais de conférences où l'on va pour discuter de la doctrine ou des problèmes de tactique, il n'y en a eu que très peu.

Dans les sections, on attend le mot d'ordre, on ne discute pas, sans compter que les camarades ont pour la même raison cessé de fréquenter assidûment les réunions ; beaucoup sont maintenant des communistes fatigués.

Nous devons former de nouveaux propagandistes. Où sont-ils ? La propagande dans le pays, dans les milieux syndicaux ou ailleurs, est faite par une petite équipe de vieux militants ou par les journaux.

La pauvreté des résultats atteints s'explique pour une part par l'insuffisance de vie intellectuelle dans le Parti, certes, mais il faut bien dire aussi qu'on a sous-estimé la difficulté qu'il y a à former des propagandistes. On a pensé qu'il suffisait de prendre quelques ouvriers intelligents et de leur faire des cours doctrinaux pour qu'ils soient capables ensuite d'exposer la doctrine. Erreur ! La plupart comprennent bien, raisonnent bien sur un point donné, mais leur demander de faire un exposé en public, c'est autre chose, la difficulté est bien plus grande. Il faut, pour le faire, une instruction première qu'ils n'ont pas, ou le don d'exposition. Quelques cours ne suffisent pas à suppléer à ce défaut d'instruction. Quant au don, il ne se rencontre que rarement ; or, vous trouverez d'autant moins de sujets doués que le champ de recherches sera plus étroit.

A ce point de vue, cette conception que le Parti devait être une élite, a été une erreur. Je suis, moi, pour un parti de masses. Dans les masses encadrées, nous trouverons l'élite et nos futurs propagandistes. J'entends l'objection : en ouvrant toutes grandes les portes du Parti, vous permettez aux arrivistes d'y entrer. Ceux qui parlent ainsi perdent de vue que notre recrutement se fait presque exclusivement chez les ouvriers. Or, chez les ouvriers, tout au moins à l'origine, il n'y a pas d'arrivistes, et s'il s'en rencontrait un par exception, on aurait vite fait de le démasquer. Rien n'empêcherait de rendre l'entrée plus difficile aux intellectuels. D'ailleurs, la concentration de l'action secrète entre les mains de militants sûrs fait que la présence dans le Parti d'éléments douteux ne présente pas beaucoup d'inconvénients.

Il faut donc ouvrir largement les portes du Parti aux ouvriers. D'autre part, il faut que les militants dans les sections soient saisis des questions intéressantes la vie du Parti et soient surtout pressés d'en discuter.

A cet égard, je vous livre la réflexion suivante : on peut considérer qu'indépendamment du Parti proprement dit, il y a en France un parti communiste plus large, formé des lecteurs de l'*Humanité*. Quel inconvénient verriez-vous à ouvrir en permanence, dans le journal, une chronique ouverte à tous concernant les divers problèmes intérieurs que nous avons à résoudre ? Il n'est pas sûr que les lecteurs non groupés ne s'y intéresseraient pas autant, sinon plus que les membres du Parti. En tout cas, il se créerait par ce moyen une sorte d'émulation dans le Parti, et le courant d'idées se trouverait par là même développé. C'est très joli d'ouvrir une chronique à la veille du Congrès dans l'*Humanité*, mais nous sommes tous pris au même moment par les discussions dans les sections et les fédérations, des projets et des documents que le secrétariat nous fait parvenir à la dernière heure, et il ne nous reste guère de temps pour mettre sur le papier nos idées et critiques.

Et puis, il est bien tard pour faire certaines critiques. Croyez-vous que, si on leur en avait fourni

l'occasion, certains mauvais coucheurs n'auraient pas protesté, lorsque, au centre, vous avez, d'un commun accord, mis après le 4^e Congrès de l'Internationale la question du front unique sous le boisseau ? Ils auraient, certes, exigé que le public soit saisi en temps utile de la question, et alors... les socialistes n'auraient peut-être pas conduit avec autant de facilité leurs pourparlers pour le Bloc des gauches.

Il règne une confusion inouïe sur cette question du front unique ou du Bloc ouvrier. On croirait, à certains moments, que le Parti veut faire le front unique à lui tout seul !

L'affaire de Saxe comporte des enseignements. Pourquoi ne les a-t-on pas tirés à l'usage de tout le Parti ? En gardant le silence, on a permis à chacun de les tirer à sa fantaisie, c'est-à-dire suivant son sentiment de partisan ou d'ex-adversaire du front unique.

Sur les questions du gouvernement ouvrier et du programme, j'aurais bien des choses à dire également, mais mon article est déjà trop long ; ce sera pour une autre fois.

La plupart des choses dites par le camarade Bruyère sont justes mais exagérées et trop pessimistes. Pour donner une bonne impulsion au Parti, pour intensifier notre vie intérieure d'organisation, il faut de la confiance et de l'optimisme.

**

Bouillot (de Lyon) écrit une lettre fort utile parce qu'elle nous donne une idée de la vie d'une grande section de province, et reflète certainement l'opinion de nombreux camarades. Il faudra tenir le plus grand compte des observations et réclamations qu'elle contient.

Bonne idée que les militants de province exposent leur point de vue dans le *Bulletin* ; seulement, c'est un peu tard, les sections se réunissent ou se sont réunies, alors qu'aucun rapport n'a encore été publié. Malgré la bonne volonté de chacun, il n'est pas possible, avec nos faibles moyens, d'élaborer un programme en entier.

Pour notre Parti, il y a faute grave à apporter les éléments de la discussion, quelques jours seulement avant le Congrès. La discussion se précipite sans aucun profit.

Dans le parti russe, il y a longtemps que cette discussion est ouverte, et c'est avec une entière satisfaction que nous lisons les controverses entre ses membres (quoique nos adversaires veuillent faire paraître qu'il y a dissentiment) qui prouvent sa vitalité.

Dans notre Parti, trop de nonchalance due à la direction qui n'apporte pas toute l'attention et les matériaux nécessaires à cette activité, trop de questions administratives encombrant les séances de nos sections, et il n'y a pas assez d'études sur les problèmes, surtout internationaux. La direction du Parti n'a pas encore toutes les qualités nécessaires à un véritable Parti communiste, il reste encore, et surtout en province, trop de traditions qu'il faut vaincre, ce n'est qu'à cette seule condition que les résolutions votées seront appliquées intégralement et dans leur esprit même.

Ainsi, à notre réunion de la section de samedi dernier, la discussion a été prolongée seulement sur une motion électorale de Rieu, motion inconvenue de nous qui, dans son ensemble, reflète bien l'esprit communiste, mais qui, dans sa présenta-

tion, laisse percer un doute qui n'a pas été dissipé par la discussion.

J'ai fait remarquer que Rieu, délégué régional, avait toute facilité d'exposer auparavant son idée dans les organes du Parti, alors que Soudeilles me disait que le temps matériel lui avait fait défaut.

Pourtant, ses circulaires représentent bien son point de vue sur la direction du Parti, point de vue que j'ai eu l'occasion d'entendre, il y a un an, alors que j'appartenais au Comité directeur de la Fédération de Saône-et-Loire. C'est donc le même défaut que nous rencontrons chez Rieu et au Comité Directeur Central d'apporter des rapports à la dernière minute.

Notre Congrès fédéral aura donc lieu sans que les rapports aient été étudiés par nous et discutés ; faits regrettables, c'est seulement à ce moment-là que les sections montrent réellement un peu d'activité.

Il faut que notre Parti se réorganise entièrement, pour donner confiance surtout aux syndicalistes révolutionnaires qui nous attendent au carrefour des élections de 1924. Appliquons résolument le front unique avec les partis, quels qu'ils soient, qui se réclament de la lutte de classe en ne se souciant que des troupes qui les suivent et non des chefs. La désignation des candidats est d'une importance capitale, il faut choisir des éléments sains ayant fait preuve du plus grand attachement au prolétariat, mais je crains que la désignation de candidats dans les forces non organisées (s'il est nécessaire), soit le prétexte de combinaisons louches, surtout au point de vue municipal.

Pour l'élimination des non-salariés, Rieu y place les patrons exploitant ou non, alors que certains camarades petits artisans sont dans les mêmes conditions que les propriétaires ruraux obligés souvent de travailler pour un autre patron en même temps que pour la clientèle.

Le bloc ouvrier et paysan n'a pas été assez porté à la connaissance des masses non-organisées, qui n'en comprennent pas le sens ou très peu. Il en est de même pour la révolution allemande, dont le résultat est peu connu, même parmi les membres du Parti qui ne lisent pas les organes qui leur permettraient de se tenir au courant de la situation internationale.

Notre Parti a besoin de se consolider et de prendre exemple sur le Parti Russe qui a fait ses preuves. C'est pourquoi il faut que tous les membres apportent à la discussion toute leur activité et n'attendent pas que les mots d'ordre viennent toujours d'en haut.

**

Encore une lettre d'un militant rural, Duprat, de l'Isère. Elle montre les difficultés de la propagande dans les campagnes, mais permet aussi d'espérer que nous surmontrons ces difficultés, précisément grâce à des hommes modestes et travailleurs comme ce camarade Duprat. Mais celui-ci se trompe lourdement quand il transpose pour l'ensemble du pays sa conception formée sous l'influence des conditions locales. Sa conclusion est inacceptable parce qu'elle ne tient pas compte de l'ensemble des éléments d'appréciation.

En ces moments précédant le Congrès du Parti, congrès qui doit consacrer entièrement au communisme les adhérents à la section française de la III^e Internationale, je viens apporter l'avis d'un

humble militant rural sur diverses questions d'ordre général.

Nos sections sont actuellement submergées sous un afflux d'imprimés, et il manque à un très grand nombre, surtout aux sections rurales, des directives précises. Il manque totalement à ces sections non favorisées un ou plusieurs militants capables d'examiner avec compréhension, dans un temps aussi court, tous les rapports et projets qui seront soumis au Congrès de Lyon. Je sais qu'il faut compter avec la difficulté de répartir les militants capables de diriger les sections. C'est pourquoi les membres directeurs du Parti devraient nous faire parvenir des rapports et des projets sur toutes les grandes questions du jour. Il sera alors permis aux sections, qui n'ont pour elles que la foi révolutionnaire et la bonne volonté, et elles sont nombreuses, de devenir réellement communistes et, comme l'écrivait Paul Marion, récemment, d'apprendre le communisme au contact de la vie, et de le « reconquérir » tous les jours. Il leur sera également permis, et seulement alors, de prendre effectivement part aux débats des Congrès.

Dans un autre ordre d'idées : En dehors des capacités qui manquent aux sections rurales, il est une chose importante qui les annihile également, c'est la répression dont leurs membres sont l'objet, de la part de la bourgeoisie.

J'entends par sections rurales, celles qui existent dans les villages où tout le monde se connaît (il existe très peu de sections communistes dans les villages strictement agricoles). Ces sections sont généralement formées d'éléments plus ou moins ouvriers, mais jamais indépendants. L'action révolutionnaire y est presque impossible, car la répression y est très aisée. Afin qu'ils apportent les mesures nécessaires, il faut que les dirigeants du Parti comprennent bien cela, et ils le saisiront d'autant mieux, qu'ils savent que dans ces campagnes, les industriels s'établissent de plus en plus, pour se soustraire à l'action syndicale de la ville. On comprend facilement que le patronat y a prise sur ses ouvriers, moitié salariés, moitié participant au travail de leur famille, dans la petite exploitation rurale. Le patronat y règne en grand maître, semant partout la terreur et particulièrement dans les sections communistes.

Au sujet de la question électorale, les ruraux qui sont dans les cadres du Parti, pour les raisons que je donne ci-dessus, sont avant tout des militants attachés aux questions pratiques.

Dans les campagnes, l'influence du parti S.F.I.O. est assez grande, il va remplaçant le radicalisme. Les chefs S.F.I.O. y portent particulièrement leurs efforts. Leurs sections y sont composées d'éléments qui n'ont actuellement que l'idéologie électorale, c'est-à-dire bien en rapport avec le point de vue de leurs chefs. L'ensemble des troupes S.F.I.O., formé par le prolétariat des campagnes, n'est donc pas en mesure d'accepter le mot d'ordre du bloc ouvrier et paysan. Ce mot d'ordre ne sera effectif, ne donnera son plein rendement que lorsque dans la débâcle économique, le prolétariat « électoral » s'apercevra de l'impuissance du Bloc des gauches au pouvoir. Laissons donc seuls, dans le parlementarisme, se discréditer aux yeux du prolétariat et de la classe moyenne qui demain entrera dans le prolétariat, les réformistes. Le mot d'ordre : bloc ouvrier et paysan, est merveilleux pour l'action journalière du Parti. Gardons-le ainsi et ne participons pas aux prochaines élections législatives. Notre Parti s'en fortifiera, son influence grandira dans celles des masses ouvrières qui sont actuellement bien près de lui ; il éliminera

de son sein ce qui reste d'arrivistes, de partisans du bulletin de vote. Il continuera donc à devenir de plus en plus communiste. La non-participation n'empêchera pas le Parti de profiter de l'effervescence de la campagne électorale, pour faire sa propagande et apporter la contradiction aux orateurs du Bloc des gauches, bien au contraire. Et à la fin de cette campagne électorale, les ouvriers actuellement indifférents qui disent : « Voter pour celui-ci, voter pour celui-là, lorsqu'ils y sont, rien ne change », s'approcheront rapidement du Parti communiste.

Toujours, toujours et avant tout, le mot d'ordre doit être : « Révolution ». Pourquoi donc, et à plus forte raison, rentrerions-nous, en 1924, « électoralement » dans un bloc ouvrier et paysan dont la majorité nous échappe, simplement pour diminuer notre influence ?

* *

Paul Carron, du Pas-de-Calais, nous adresse une lettre tout à fait encourageante pour le Bulletin :

Dans le *Bulletin Communiste* du 13 décembre où vous traitez du 13^e Congrès bolcheviste, vous nous demandez notre opinion à ce sujet, mais le temps me manque comme à beaucoup qui, comme moi, n'ont que quelques heures le soir pour étudier et que l'on perd souvent à expédier des affaires courantes fréquemment inutiles. Je voudrais simplement vous dire qu'il importe de diffuser le *Bulletin Communiste* qui nous est si utile. Nous ne devons pas cacher nos maux : nos sections de province se meurent faute de bien connaître le communisme.

Il suffit à une section de posséder le *Bulletin Communiste* pour qu'elle se renforce.

Notre section, à notre Congrès de dimanche prochain, va en proposer l'abonnement obligatoire pour toutes les sections. Je serais heureux si le Congrès de Lyon en faisait autant, car il n'y a pas de connaissances communistes possibles sans le *Bulletin Communiste*. *l'Humanité* n'étant qu'un journal d'opinion où rien n'est fait pour l'éducateur en dehors des articles économiques de Louzon. Voilà la pensée d'un de ceux du rang.

* *

Le camarade Henry, de Levallois, se trompe absolument quand il croit que ses aptitudes sont nulles, et sa lettre le démontre. Il est bien vrai qu'il y a trop d'organisations sollicitant les militants, et il faut souhaiter que le moment approche où tout le travail sera concentré dans le Parti, les Syndicats et les Coopératives.

Malgré la tribune ouverte dans *l'Humanité* et le *Bulletin Communiste* au sujet du prochain Congrès du Parti, il m'est impossible de vous apporter quelques réflexions bien ordonnées, du fait que le temps me manque et que mes aptitudes politiques sont insuffisantes.

Je rentre à l'atelier à 7 h. 30, et jusqu'à 18 heures, je n'ai qu'à peine le temps de jeter un rapide coup d'œil aux convocations. Car, étant membre du Parti, j'ai à cœur d'assister à toutes les réunions où je suis convoqué. Voici le détail des organisations auxquelles j'appartiens : P. C., sans fonctions ; Syndicat des communaux unitaires, membre de la commission exécutive ; Syndicat des locataires, membre de la C.E.C.I. local, bibliothécaire ; Les Amis de l'Avenir social, membre ; Anciens Combattants A.B.A.C., membre. C'est vous

dire, camarades, que le temps matériel me faisant défaut, je ne puis guère consacrer que deux heures à lire quelque peu, mais je n'en approuve pas moins la façon dont l'*Humanité* et le *Bulletin*, sont rédigés.

J'espère aussi que vos appels ne resteront pas sans écho et que de plus qualifiés que moi vous apporteront leurs concours.

*
**

Le camarade Canga, de Seiné-et-Oise, approuve notre effort de « rapprochement » des collaborateurs et lecteurs du Bulletin, ainsi que le nouveau projet de programme :

J'applaudis à votre désir de rapprochement et à votre proposition d'établir des rapports étroits avec les lecteurs du *Bulletin*.

Je réponds, quoique bien tardivement, en vous encourageant dans votre tâche de nous faire connaître tous les problèmes qui se posent au Parti frère russe. De même, je crois à l'utilité de faire éditer le livre du camarade Chliapnikov, dont nous avons eu l'avant-goût dans le dernier numéro du

Bulletin et que j'ai goûté beaucoup.

Excusez, cher camarade Souvarine, ces griffonnages à la hâte et agréez mes salutations communistes.

P.-S. — Je suis très content de la nouvelle rédaction du projet de programme inséré aujourd'hui dans l'*Humanité*. La rédaction de celui envoyé aux sections, à mon humble avis, était déplorable ; on y voyait, par exemple, une phrase qui disait :

« Le gouvernement ouvrier et paysan peut seul assurer au peuple travailleur la paix, la justice et la liberté. »

Je croyais — je m'étais donc trompé ? — que les communistes avaient banni de leur langage les mots vides de sens tels que : justice et liberté, puisque Lafargue, bien avant la 3^e Internationale, les avait traités de *grues métaphysiques*.

Plus loin, au chapitre : « Dans l'ordre politique », il y a ceci : « La formation immédiate d'un Parlement ouvrier et paysan... » et ainsi de suite. Je trouvais sa rédaction par trop confuse. J'approuve la nouvelle rédaction dans sa forme concise et claire.

La Question Coloniale

Rapport pour le Congrès de Lyon

Avant-propos

Jusqu'à présent, à l'époque des divers Congrès Nationaux, on s'était contenté de simplement définir le côté théorique de la question coloniale, sans chercher à tracer aux fédérations le travail positif devant assurer la pénétration du communisme aux colonies, et partant, enlever au capitalisme la réserve de forces économiques que constitue pour lui son empire colonial.

Nous avons pensé qu'au 4^e Congrès du Parti, il n'était plus nécessaire de recommencer les longues et habituelles considérations théoriques, mais seulement définir le travail à faire dans les divers domaines de notre activité coloniale.

PROGRAMME

Le rôle des colonies en régime capitaliste

Dans la période actuelle, les colonies sont une des bases principales du capitalisme qui en même temps qu'il trouve en elles des débouchés pour ses produits et des ressources industrielles pour son économie, se sert aussi de prolétaires indigènes comme réserves contre-révolutionnaires tant au point de vue social que militaire.

Les colonies constituant un des piliers essentiels du régime capitaliste, le Parti communiste a le devoir de s'y attaquer et de l'abattre par tous les moyens (voir la 7^e des 21 conditions d'admission).

Il est d'ailleurs incontestable que, dans la période pré-révolutionnaire, comme dans la période révolutionnaire, le rôle des colonies est de pre-

mier plan. Délaissées ou aidées par nous, elles peuvent sous des formes et à des périodes différentes devenir un facteur de contre-révolution ou jouer un rôle révolutionnaire important.

Il est donc indispensable d'entreprendre au sein de la masse doublement exploitée des indigènes des colonies, une active propagande révolutionnaire dans le but, non pas de la neutraliser en vue des actions révolutionnaires futures, mais surtout de la préparer à entrer comme la masse des exploités métropolitains dans les combats révolutionnaires.

C'est en s'inspirant des décisions de l'Internationale Communiste que le Parti doit faire la propagande et l'agitation capables de gagner à notre cause le prolétariat frère des colonies.

La situation des colonies

Toute la politique du capitalisme mondial s'abrite, pour expliquer son intervention aux colonies, derrière le masque hypocrite de l'inégalité des races et le caractère commun d'infériorité technique des jaunes asiatiques, arabo-berbères, noirs africains.

Cet ensemble de populations réduit par les armes (plus de quarante millions d'habitants), est réparti principalement dans l'Indochine française (Cochinchine, Tonkin, Cambodge, Laos), dans l'Afrique du Nord, l'Algérie, Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, Madagascar et dans les territoires à mandats attribués à la gestion du capitalisme français, par le traité de Versailles, Cameroun et Togo.

Il faut ajouter, avec une moindre importance, la côte française des Somalis et les établissements français d'Océanie. Il convient de faire une place à part à ce qu'on appelle les vieilles colonies : Antilles, Guadeloupe, Martinique, Guyane française, Réunion, Sénégal et Indes françaises.

Dans ce dernier groupe l'ensemble de la population, hétérogène dans ses éléments, sans être politiquement assimilée aux habitants de la métropole, jouit des droits politiques. Les formes sociales et l'évolution économique y sont telles que la propagande et l'action communistes peuvent se développer sous des modalités sensiblement identiques à celles de la métropole.

A l'exception de cette dernière catégorie, la colonisation se manifeste par ce qu'on est convenu d'appeler le régime de l'assujettissement qui se caractérise par :

1° *Le code de l'indigénat*, basé sur ce que les gouverneurs et administrateurs doivent avoir pour devise et ligne de conduite, l'autorité et la force. Détenteurs de tous les pouvoirs de haute police : droit d'internement, mise en surveillance, résidence forcée, séquestration des biens, ils sont les juges frappant sans délai ni procédure. L'institution de l'amende collective, de l'arbitraire, de la contrainte et de la terreur ;

2° *L'expropriation de l'indigène* et l'attribution par voie de concession aux conquérants des terres et forêts appartenant collectivement aux membres de la famille ou de la tribu, collectivement aux villages ;

3° *La mise au service du capitalisme colonisateur* de la puissance de l'Etat pour le recrutement et l'exploitation de la main-d'œuvre et la contrainte au travail sanctionnée par des dispositions pénales ;

4° *L'inégalité des charges fiscales* légères aux entreprises capitalistes, accablantes et vexatoires pour la masse indigène, comme la taxe de capitation, de portage, la corvée, la gabelle ; meurtrières comme celles résultant du monopole de l'alcool ;

5° *Une étroite parcimonie dans la dispense de l'instruction* qui tient la masse indigène dans l'ignorance des problèmes historiques, économiques et sociaux, du mouvement qui agite les autres prolétariats du monde.

L'enseignement aux indigènes par la bourgeoisie est essentiellement utilitaire. En conséquence, et dans le même ordre d'idées, pas de liberté de presse, pas de droit d'association ni de réunion ;

6° *L'absence de droit politique* ou de représentation dans les diverses assemblées consultatives ou délibérantes, mise à l'écart de l'indigène du contrôle et de la gestion de ses propres affaires, tel est rapidement esquissé le tableau de la politique française dans les territoires brutalement soumis au capitalisme de ce pays. Politique qui a abondamment amassé chez l'indigène la colère et la révolte facilement utilisables pour la propagande communiste.

Le recrutement dans la Métropole

La situation misérable faite au prolétariat dans les colonies, la venue en France des troupes coloniales, l'attrait de la soi-disant civilisation européenne, ont engendré un courant d'émigration qui risque de constituer une concurrence nuisible au prolétariat de la métropole et d'empêcher les bons rapports entre indigènes et européens. Cette concurrence indigène est une conséquence logique de la production capitaliste qui veut se servir d'une armée industrielle de réserve pour contrebalancer l'effort révolutionnaire du prolétariat métropolitain. Le développement du machinisme qui

permet la suppression de la main-d'œuvre qualifiée et son remplacement par une main-d'œuvre spécialisée rend cette concurrence plus dangereuse encore.

Pour éviter une division néfaste entre le prolétariat métropolitain et les coloniaux en résidence en France, pour éviter une tension des rapports qui doivent les lier, afin d'empêcher le capitalisme de se servir des coloniaux pour abaisser le taux des salaires des ouvriers français, les éléments communistes doivent travailler à l'organisation des indigènes en résidence dans la métropole.

Une série de mesures immédiates sont donc à envisager pour que la main-d'œuvre coloniale ne devienne pas un danger pour le prolétariat français et qu'au contraire elle se transforme en facteur révolutionnaire.

Ces mesures sont :

1° Une propagande active parmi l'élément ouvrier européen pour lui faire comprendre l'urgence d'une entente avec le prolétariat colonial ;

2° Nécessité d'une active propagande parmi les ouvriers coloniaux en résidence dans la métropole en vue d'un recrutement politique et syndical ;

3° Organisation de meetings en accord avec les organisations syndicales, où autant que possible seront invités les ouvriers indigènes et où leur parleront des orateurs de langue indigène ;

4° Publication de tracts et de matériel de propagande en langue arabe, annamite et malgache s'adressant aux coloniaux travaillant en France.

Aux colonies

Jusqu'à ce jour la propagande aux colonies s'est trop souvent bornée aux éléments européens immigrés, éléments en majeure partie petit bourgeois et jusqu'ici inaccessible à nos idées. Ce qu'il faut maintenant toucher c'est l'indigène en général et les ouvriers des villes en particulier.

Subissant l'exploitation plusieurs fois séculaire d'envahisseurs nombreux, les peuples autochtones des colonies en étaient arrivés à perdre complètement l'esprit d'indépendance et de liberté et la conscience de classe qui font la force révolutionnaire d'un pays ; pour acquérir en outre le traditionnalisme et le fanatisme poussés à l'exagération.

C'est cet esprit d'indépendance et de liberté et cette conscience de classe qu'il faut faire renaître au cœur du prolétariat indigène : c'est aussi cette conception fataliste du rôle historique des peuples qu'il faut lui faire perdre. Pour cela il faut non pas des paroles mais des actes pour montrer au prolétariat indigène que nous sommes avec lui contre ses exploiters, qu'ils soient français, indigènes ou étrangers, chrétiens, israélites ou musulmans.

Nous sommes aidés en cela par la situation politique des indigènes, car bien que le contact des masses ouvrières de France ait influencé les ouvriers et soldats coloniaux venus pendant la guerre, bien qu'ils aient déjà compris que leur condition d'esclavage ne devait pas durer toujours, la grande majorité a encore l'esprit vierge de toutes préoccupations politiques, n'étant pas comme le prolétariat métropolitain saturé de démocratie bourgeoise.

Il est donc facile, malgré les difficultés causées par le pourcentage d'illettrés, les maigres libertés de la presse, les moyens très restreints de propagande verbale, par une agitation de grande envergure et de tous les instants en se servant de tous les moyens mis à notre disposition (presse,

parlement, réunions, manifestations, etc...), de prouver que le Parti communiste n'est ni au service du capitalisme français ni au service de la bourgeoisie indigène, mais qu'au contraire il est une organisation de combat contre tout ce qui est, aide ou soutient, l'exploitation des ouvriers.

Front unique anti-impérialiste

Le 4^e Congrès de l'Internationale Communiste estimant que devait être plus franche et plus accentuée la lutte anticoloniale a lancé le mot d'ordre « pour l'unité nationale et l'autonomie politique des colonies ».

« Se rendant fort bien compte que dans diverses conditions historiques les éléments les plus variés peuvent être les porte-paroles de l'autonomie politique, l'Internationale Communiste soutient tout mouvement révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme ».

Ce passage des résolutions du 4^e Congrès avec, d'autre part, la partie coloniale de la résolution sur la question française, ont fait justice des conceptions social-démocrates synthétisées par la thèse dite de Sidi-Bel-Abès et sont suffisantes pour que nous n'insistions pas sur la nécessité de s'unir temporairement et en vue de l'action seulement à certains éléments nationalistes.

Pour comprendre l'importance et la nécessité d'une pareille alliance, il faut se rendre compte de l'influence que les nationalistes ont acquis sur les masses indigènes poussées vers eux d'enthousiasme.

Toutefois, au fur et à mesure que devient plus aiguë l'exploitation et la répression métropolitaine, l'agitation nationaliste se transforme et prend des aspects différents, en même temps qu'elle adopte des méthodes d'action différentes, d'où schisme, scission et constitution de deux courants distincts, l'un réformiste et de collaboration loyale avec les pouvoirs et l'autre irréductiblement opposé à toute collaboration et révolutionnaire.

Celui-là groupe la haute finance et la grosse propriété terrienne : c'est le nationalisme des capitalistes capables de transaction et de compromission avec le capitalisme métropolitain. Celui-ci groupe les petits bourgeois et les prolétaires : c'est le nationalisme démocratique dont seule peut bénéficier la bourgeoisie naissante.

Les deux courants sont donc incompatibles avec la doctrine communiste ; mais si le Parti a le devoir de combattre énergiquement le premier, qui entend sauvegarder et fortifier ses intérêts en acceptant d'être le vassal du colonisateur, il a le devoir de soutenir le second, qui affecte une attitude révolutionnaire dont il s'agit de démasquer le caractère anti-prolétarien.

D'autre part, comme le prolétariat indigène n'entrera dans la voie véritablement révolutionnaire qu'après s'être débarrassé de ses exploiters européens, le Parti communiste ne doit pas hésiter à s'unir avec tous groupements nationalistes qui lutteraient pour l'émancipation de la tutelle européenne, quitte ensuite à se dresser contre lui si, au cours des événements, ce groupement laisse apparaître son caractère bourgeois et anti-ouvrier.

Revendications immédiates

A côté de la lutte politique commune à la Métropole et aux colonies, l'agitation révolutionnaire du Parti communiste doit porter aussi sur les réalisations politiques immédiates, revendiquées par les indigènes et sciemment défendues par les nationalistes.

L'histoire du mouvement politique aux colonies, depuis la guerre surtout, toute entière autour de ces revendications qui ont dressé, dans un unanime élan, les indigènes contre la succursale coloniale de l'impérialisme français.

L'aboutissement de ces revendications ne constituera qu'un semblant de réforme, la plupart n'ayant rien à voir avec le communisme. Mais, étant donné que le gouvernement français refuse de donner satisfaction à ces revendications, le Parti ne doit pas hésiter à prendre position pour les indigènes contre l'impérialisme français, sans toutefois cesser de démontrer l'inutilité de pareilles réformes en régime capitaliste.

Là réside la première plate-forme de luttes directes contre l'impérialisme et là est la meilleure preuve de notre sympathie pour les indigènes.

De ces revendications, voici les principales :

a) Suppression de l'indigénat avec toutes ses conséquences :

b) Suffrage universel pour tous les indigènes au même degré que pour les citoyens français ;

c) Egalité devant l'impôt (suppression de tous les impôts spéciaux, corporels, corvées, portages, etc., etc.) ;

d) Instruction obligatoire et gratuite pour tous les indigènes et leur accession à l'enseignement à tous les degrés ;

e) Egalité de traitement des fonctionnaires indigènes et français, ainsi que des ouvriers ;

f) Suppression des communes mixtes et leur remplacement par des communes de plein exercice dans les pays assujettis ;

g) Suppression du contrôle militaire et civil dans les pays de protectorat, suppression des tribunaux répressifs, des décrets (des gouverneurs généraux) appliqués aux indigènes, suppression de la responsabilité collective, etc., etc.

Ces revendications devront être défendues au Parlement.

C'est pour la fraternisation des ouvriers arabes, chinois, malgaches et noirs, d'une part, et les juifs, d'autre part, que doit lutter le Parti communiste.

Antimilitarisme

Jusqu'à présent, le Parti communiste a eu tort de considérer l'armée comme ne comprenant que les ouvriers ou paysans métropolitains ; cette armée-là est dans une bonne proportion acquise à nos idées. Il en est une autre sur laquelle la bourgeoisie française compte pour mater son prolétariat : c'est l'armée coloniale, laquelle doit n'inspirer de crainte légitime quant à son action possible efficacement contre-révolutionnaire.

Là, autant sinon plus que dans la métropole, doit passer l'action antimilitariste.

Une chose est à noter quand même particulièrement dans ce paragraphe : c'est la haine superficielle des races régnant à l'armée et adroitement exploitée par le militarisme français. Contre cette haine de race et pour la fraternisation des soldats indigènes et français, le Parti communiste doit lutter en attendant que son mot d'ordre soit réalisé : « Pas de troupes blanches aux colonies ».

Recrutement féminin

L'éducation féministe des indigènes reste complètement à faire. La tradition a voulu que chez eux la femme soit considérée comme une quantité méprisable comparativement à l'homme.

Le devoir du Parti est donc de propager partout

l'égalité en droit et en devoir des deux sexes et de définir nettement le rôle de la femme dans la société communiste, pour mettre un terme aux calomnies grossières sur la prétendue socialisation des femmes, calomnie trouvant un écho dangereux dans les milieux indigènes.

Questions religieuses

Etant donné le caractère tout à fait apolitique de la religion musulmane, étant donnée l'existence du cléricanisme parasite dans cette religion, étant donnée la susceptibilité des prolétaires indigènes, le Parti aura pour devoir de tenir à l'écart cette question de toutes les discussions intérieures de groupes, sans toutefois perdre l'occasion de faire délicatement et avec mesure le procès des religions, dans les colonies où est pratiquée une religion chrétienne (catholique, protestante, orthodoxe, etc., etc.), le Parti devra lutter vigoureusement pour arracher les masses indigènes à l'emprise néfaste des agents religieux de la bourgeoisie.

Ce qu'il faut faire

Etant donné que les colonies ne sont pas encore comprises dans la division administrative du Parti, la C.E. Coloniale propose au Congrès :

Le rétablissement du poste de *délégué permanent* ;

Le rétablissement d'une tribune coloniale dans l'*Humanité* ;

La parution mensuelle d'un article dans le *Bulletin* de la presse communiste avec la reproduction par tous les organes fédéraux ;

Une représentation du Comité directeur au C.E.C.

Organisations syndicales

Aux colonies, les syndicats professionnels indigènes ne sont en général pas reconnus comme organismes légaux. C'est pourquoi ce mouvement n'a pas l'extension qu'on est en droit d'attendre d'une exploitation pareille des indigènes. Pourtant, l'esprit de classe commence à se développer et la lutte de classe atteint un caractère aigu. Subissant des conditions honteuses d'exploitation, le prolétariat colonial sent merveilleusement l'abîme infranchissable qui le sépare de la bourgeoisie. Le meilleur parti que nous puissions tirer de ces sentiments, c'est l'organisation de ce prolétariat dans les syndicats.

La commission syndicale centrale doit, dans son travail, réserver une place toute spéciale à cette question et, en premier lieu, exiger des communistes aux colonies (européens et indigènes), l'entrée immédiate au syndicat et une activité très grande dans ces organisations.

Lutte contre l'antisémitisme

L'antisémitisme apparaît aux colonies sous sa forme la plus aiguë. Pour des raisons historiques, les peuples israélites sont venus habiter aux colonies, pays neuf, qui s'éveille à la civilisation et qui leur permet d'utiliser leur compétence commerciale.

La haine entre l'indigène et l'israélite, plusieurs fois séculaire, est seulement causée par des préjugés de race, soigneusement et hypocritement entretenus aujourd'hui par les colonisateurs européens et la bourgeoisie coloniale, qui trouvent en elle une garantie de sécurité pour leur domination. C'est cette haine séculaire que le P. C. doit combattre et c'est par la fraternisation des ouvriers arabes,

chinois, malgaches, africains et juifs que doit lutter le P. C.

Conclusions

En terminant ce rapport, nous pensons qu'à l'avenir le Parti attachera au travail de pénétration coloniale une importance plus grande encore que celle consentie jusqu'à ce jour.

Du centre directeur aux membres les plus modestes de notre organisation, chacun doit se rendre compte de l'importance primordiale du rôle dévolu aux colonies et aider le Comité d'Etudes Coloniales dans la tâche qu'il s'est tracée et dans la lourde besogne qui lui incombe.

LE COMITE
D'ETUDES COLONIALES.

Pour se documenter

**L'Unité ! L'Autonomie syndicale !
L'emprise du Parti communiste sur les
Syndicats ! La Pureté du Syndicalisme !**
Que de mots dont on aime à se gargariser sans toujours bien savoir ce qu'il y a derrière ; que de discours creux sur ces questions dans tous nos Congrès et assemblées...

Pour pouvoir apporter un point de vue **sérieux** dans la discussion de ces importants problèmes révolutionnaires, les camarades doivent se documenter.

La Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge leur offre une documentation solide, avec les trois dernières brochures qu'elle a éditées :

**A. HERCLET. — L'Internationale
Syndicale Rouge et l'Unité Syn-
dicale 0 75**

**ANDRES NIN. — Les Anarchistes
et le mouvement syndical 0 50**

**— Rapports entre l'Internationale
Syndicale Rouge et l'Internatio-
nale Communiste 1 50**

Les trois brochures ensemble 2 »

Adresser les commandes à la *Librairie du Travail*, 96, quai Jemmapes, Paris (10^e), ou à la *Librairie de l'Humanité*, 120, rue Lafayette, Paris (10^e).

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. D'ANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dagon, imprimeur.